



Entente cordiale? La section montréalaise du fonds patriotique canadien, 1914-1923 le bénévolat de guerre à Montréal

Desmond Morton

Volume 53, numéro 2, automne 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/005553ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/005553ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Morton, D. (1999). Entente cordiale? La section montréalaise du fonds patriotique canadien, 1914-1923 le bénévolat de guerre à Montréal. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 53(2), 207–246.
<https://doi.org/10.7202/005553ar>

Résumé de l'article

L'histoire de la guerre se concentre sur les soldats. Mais qu'arrive-t-il à ceux et celles qu'ils laissent derrière ? Dès le début de la guerre, en 1914, les Montréalais ont reconnu le fardeau des familles des réservistes faiblement rémunérés, français, belges et britanniques et, par la suite, celui des familles de leurs propres soldats canadiens. Le Fonds patriotique montréalais a hérité d'une vieille tradition charitable. Ses leaders, tels Herbert Ames, Helen Reid et Raoul Dandurand, en ont fait à la fois la principale source de financement et un modèle pour les organisations similaires à travers le Canada. L'organisation interne de la section montréalaise du Fonds patriotique a aussi reflété les relations changeantes entre les élites anglophones et francophones de la ville, le développement du professionnalisme dans le travail social et les limites du volontarisme pour absorber les coûts de la guerre. Les trois campagnes de souscription de la section montréalaise fournissent un instantané surprenant des relations entre francophones et anglophones à trois différents moments de la guerre.

**ENTENTE CORDIALE ?
LA SECTION MONTRÉALAISE
DU FONDS PATRIOTIQUE CANADIEN, 1914-1923
LE BÉNÉVOLAT DE GUERRE À MONTRÉAL¹**

DESMOND MORTON
Institut d'études canadiennes
Université McGill

RÉSUMÉ

L'histoire de la guerre se concentre sur les soldats. Mais qu'arrive-t-il à ceux et celles qu'ils laissent derrière ? Dès le début de la guerre, en 1914, les Montréalais ont reconnu le fardeau des familles des réservistes faiblement rémunérés, français, belges et britanniques et, par la suite, celui des familles de leurs propres soldats canadiens. Le Fonds patriotique montréalais a hérité d'une vieille tradition charitable. Ses leaders, tels Herbert Ames, Helen Reid et Raoul Dandurand, en ont fait à la fois la principale source de financement et un modèle pour les organisations similaires à travers le Canada. L'organisation interne de la section montréalaise du Fonds patriotique a aussi reflété les relations changeantes entre les élites anglophones et francophones de la ville, le développement du professionnalisme dans le travail social et les limites du volontarisme pour absorber les coûts de la guerre. Les trois campagnes de souscription de la section montréalaise fournissent un instantané surprenant des relations entre francophones et anglophones à trois différents moments de la guerre.

ABSTRACT

The history of war focuses on soldiers. What about those they leave behind ? From the moment war began in 1914, Montrealers recognized the plight of families of poorly-paid French, Belgian and British reservists and, later, of Canada's own soldiers. Montreal's Patriotic Fund inherited an old charity tradition. Leaders like Herbert Ames, Helen Reid and Raoul Dandurand made it both the model and the major source of funds for similar organizations across Canada. Meanwhile, the internal organization of the Montreal branch reflected the evolving relationship between the city's anglophone and francophone elites, the growth of professionalism in social work and the limits of voluntarism in supporting the costs of war. The three fundraising appeals by the Montreal Branch provide a surprising snapshot of French-English relations at three different phases of the war.

1. Je tiens à souligner l'aide précieuse de mes cochercheurs, Gibran Van Ert, Ulric Shannon, Cabot Yu, Jennifer Hunter et Tanya Gogan de l'Université McGill, et Cheryl Smith de l'Université de Toronto, aussi bien que celle du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

En 1914, une œuvre caritative traditionnelle de guerre², le Fonds patriotique canadien (FPC), reprend du service pour aider les personnes à la charge des soldats canadiens partis défendre la cause des Alliés en Europe. En qualité de métropole du Canada, Montréal servait de référence au FPC et fournissait ses cadres nationaux et une proportion importante de ses fonds. Fortement partagée selon la langue, selon le pouvoir économique et selon les opinions sur la Première Guerre mondiale, la section montréalaise du Fonds patriotique canadien mettait à l'épreuve la capacité d'une collectivité de faire front commun. L'élite anglophone de Montréal devait adapter le fonctionnement d'une grande campagne de souscription à la réalité d'une ville bilingue et de plus en plus divisée.

En plus de recueillir des fonds et de les verser en allocations soigneusement mesurées, la section montréalaise a aussi innové en proposant « la responsabilité des tiers » afin de remplacer le mari ou le fils absent. Le réseau de visiteuses a-t-il maintenu ou contesté l'ordre social de Montréal en combinant, d'une part, la dénonciation de clientes inadmissibles et, d'autre part, les conseils sur la santé, le bien-être, l'éducation des enfants et le logement ? Pourquoi, dans l'après-guerre immédiat, la section hésitait-elle autant à s'occuper des anciens combattants en chômage ? À la dissolution du FPC, sa vision de la société avait-elle fait son temps ? Les sources dont nous disposons permettent de répondre plus facilement à certaines questions qu'à d'autres. Toutefois, l'histoire de la section montréalaise du Fonds patriotique canadien présente une perspective nouvelle sur une ville qui s'adaptait lentement au pouvoir politique de sa majorité francophone.

LA GRANDE GUERRE ARRIVE À MONTRÉAL

L'annonce de la Grande Guerre frappe Montréal pendant une chaude fin de semaine d'août 1914. Le vendredi 1^{er} août à minuit, la Russie tsariste déclare la guerre à l'Allemagne. Tôt le samedi matin, des réservistes français se massent devant le consulat de France, Place

2. Pendant la guerre de 1812 dans le Haut-Canada, la *Loyal and Patriotic Society* avait recueilli des fonds auprès des colons riches, de même qu'en Angleterre, pour payer les soins des miliciens malades ou blessés et secourir leurs familles. La Société avait même fait frapper une médaille pour commémorer la préservation de la colonie de la conquête étrangère. Pendant la guerre de Crimée, un Fonds patriotique dirigé par Étienne-Pascal Taché a recueilli 46 575 livres pour secourir les soldats britanniques et leurs familles et avait même prévu de réserver une partie des fonds pour les familles françaises. Un autre Fonds patriotique, fondé en janvier 1900 pendant la guerre contre l'Afrique du Sud, fournissait de l'aide financière aux veuves, aux orphelins et aux invalides de guerre, tant canadiens que britanniques.

Viger, convaincus que la France suivrait³. Le soir même, la foule française et anglaise défile dans des quartiers différents en entonnant *La Marseillaise* et *God Save the King*⁴. Le dimanche, bien que la pluie et le temps plus frais aient découragé les grands rassemblements, une foule allègre envahit l'hôtel Windsor et prend le consul allemand en chasse. Le lundi à l'aube, les Montréalais apprennent que l'ultimatum de la Grande-Bretagne à l'Allemagne est arrivé à échéance. L'Empire britannique est désormais en guerre. Ce sera la plus grande guerre de l'histoire, avertit *La Presse*, en faisant remarquer que quinze millions de soldats sont prêts au combat⁵. Les foules sont revigorées par cette annonce.

Le 2 août, la milice locale monte la garde sur les rives du canal et aux portes du port. Le major Pierre-H. Bisaillon se vante que son 85^e régiment était prêt à servir outre-mer⁶. «La guerre, avertit le lieutenant-colonel J. T. Ostell du 65^e Carabiniers Mont-Royal, n'est pas une excursion à Saint-Irénée, c'est un fléau⁷.» Le jeudi 6 août, le ministre de la Milice, le colonel Sam Hughes, annonce la levée d'un Corps expéditionnaire canadien de 20 000 hommes. Annulant les plans précédents, Hughes télégraphie aux colonels et leur demande de rassembler leurs hommes à Valcartier près de Québec. Les volontaires enthousiastes se massent devant les manèges militaires de Montréal. Les officiers n'ont aucune information sur la solde et les allocations ; ils ne disposent pas non plus d'uniformes. Peu de recrues en font cas. Le même jour, le *Victorian* de la Ligne maritime Allan quitte le port de Montréal avec à bord des réservistes français et britanniques assez fortunés pour déboursier le prix de la traversée. Le consul général de France, Louis Raynaud, affirme être confiant que «dans les circonstances présentes où c'est l'existence même de la patrie qui est en jeu, il n'y a pas de doute que chaque Français ne fasse tout son devoir⁸.» Clarence de Sola, consul honoraire de Belgique, assure aussi la presse que son petit pays mènera une résistance acharnée et efficace et

3. Dans la majorité des pays d'Europe, les jeunes hommes servaient dans l'armée de leur pays pendant deux ans en tant que conscrits (trois ans en France), puis faisaient partie de la réserve et pouvaient être rappelés sous les drapeaux jusqu'à l'âge mûr.

4. Un policier nerveux empêche quelques jeunes de chanter le *Ô Canada*. L'hymne nationaliste préconisé par la Société Saint-Jean-Baptiste semblait un peu trop provocateur. *Le Devoir*, 3 août 1914.

5. *La Presse*, 3 août 1914. Raoul Dandurand se rappelle qu'il croyait que l'entrée de la Grande-Bretagne dans la guerre ferait contrepoids à la puissance de l'Allemagne. Marcel Hamelin, dir., *Les mémoires de Raoul Dandurand* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1967), 187.

6. *Le Devoir*, 4 août 1914.

7. *La Presse*, 6 août 1914.

8. *La Presse*, 2 août 1914.

appelle les réservistes sous les drapeaux. En date du 21 août, Raynaud a déjà envoyé 1800 soldats français qui ont transité par Montréal. De son côté, De Sola a envoyé 800 Belges à bord du *Ionian* de la Ligne maritime Allan, dont 308 en provenance de Montréal.

Étant donné que les réservistes français et belges n'étaient pas suffisamment payés pour faire vivre une famille, leurs femmes et leurs enfants risquaient de sombrer dans la misère. Raynaud était en mesure d'offrir aux mères 25 cents par jour et 10 cents par enfant ; de Sola ne pouvait distribuer que les dons qu'il avait reçus⁹. Le 7 août, Raynaud avait fondé un Comité de secours composé du maire de Montréal, Médéric Martin, du fortuné sénateur libéral Raoul Dandurand¹⁰, du docteur Emmanuel-Persillier Lachapelle, doyen de la faculté de médecine de l'Université Laval à Montréal¹¹, de Trefflé Berthiaume, propriétaire de *La Presse*, ainsi que de notables de la communauté française locale. De Sola imite son collègue français en instaurant un comité présidé par le Belge le plus connu de Montréal, le dirigeant ouvrier Gustave Francq. Les Français et les Belges ne tardent pas à mettre leurs ressources en commun. Le 10 août, Paul Brisset des Nos, président de l'Union nationale française, explique la situation à une assemblée au Monument national : « Il faut que nos compatriotes qui quittent le Canada pour aller remplir leur devoir de soldat partent sans inquiétude sur le sort de leurs familles, qu'ils aient la certitude que ceux qu'ils laissent ici seront entourés de la plus grande sollicitude¹². » Dès la tombée de la nuit, logé dans les ex-bureaux du *Devoir*, un comité franco-belge est né et peut compter sur 9000 \$ en contributions annoncées. Madame Brisset des Nos forme un comité de couture dans lequel des bénévoles confectionnent des vêtements destinés aux familles « dans la plus grande indigence¹³ ».

La petite armée régulière britannique doit aussi compter sur les réservistes. Des milliers d'immigrants britanniques récents sont appe-

9. Archives nationales du Canada (ANC), M.G. 28 I 5, vol. 1, Fonds patriotique canadien, circulaire n° 2, s.d. (octobre 1915).

10. Le sénateur Raoul Dandurand était membre du conseil d'administration des sociétés suivantes : Montreal Trust, Montreal Cottons, Sun Life Insurance, la Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal, Dominion Coal Co., *La Patrie*, la compagnie de chemin de fer du Grand-Tronc. Il était également ancien président de la Montreal Citizens' Association. Voir Henry J. Morgan, *Canadian Men and Women of the Time* (Toronto, 1912), 294-295. Deuxième édition.

11. Sur le docteur Lachapelle, grand défenseur de la santé publique à Montréal, voir Henry J. Morgan, *op. cit.*, 684 ; Terry Copp, *Anatomy of Poverty* (Toronto, McClelland and Stewart, 1974), 92.

12. *Le Devoir*, 10 août 1914.

13. *Ibid.*, et *La Presse*, 7 août 1914, 10 août 1914.

lés à retourner au pays. Par l'entremise de l'Imperial Pension Office à Ottawa, leurs épouses reçoivent treize pence par jour et deux pence par enfant. Un simple soldat était obligé de verser six pence à sa femme et un penny par enfant, soit l'équivalent en 1914 de 17,10 \$ par mois pour l'épouse et trois enfants¹⁴. Les simples soldats canadiens étaient payés 1,10 \$ par jour et personne ne s'attendait à ce que cette somme fasse vivre décemment une famille, même si cette dernière recevait une indemnité d'absence du foyer de 20,00 \$ par mois¹⁵. Enlissées dans la crise économique depuis 1912 et profondément divisées politiquement, comment les communautés francophone et anglophone de Montréal allaient-elles réagir ?

MONTRÉAL EN 1914

Les communautés de Montréal réagissent à la guerre chacune à leur manière. Les Montréalais catholiques de langue française, qui représentent 60 % de la population, avaient souvent été consternés par le matérialisme et le laïcisme de la Troisième République, mais la guerre vint adoucir les vieilles rancunes. On appréciait le soutien rapide de la Grande-Bretagne à la France, mais les craintes au sujet de l'impérialisme britannique ne furent dissipées que momentanément. La guerre était un événement que l'on applaudissait, sans toutefois y participer. Quant au quart des Montréalais d'ascendance britannique, la fidélité à la mère patrie demeurait vive. Peu de collectivités au Canada ont payé un tribut aussi élevé. Environ le cinquième des 600 000 Montréalais étaient d'origine autre que française ou britannique. Les 30 000 Juifs formaient le groupe le plus important ; bon nombre d'entre eux s'étaient enfuis de la Russie tsariste ou de l'Autriche des Habsbourg. Bien que plusieurs des dirigeants communautaires juifs aient été d'origine britannique, la question de l'allégeance se posera¹⁶.

14. Selon le système Cardwell de mission de courte durée (*short-service*), l'armée britannique enrôlait des volontaires qui s'engageaient à servir pendant un certain nombre d'années dans leur régiment et le reste du temps dans la réserve. En échange d'un paiement annuel minime, ils acceptaient de retourner à leur régiment si on avait besoin d'eux, comme pendant la guerre des Boers et encore en 1914. Sur les prestations aux familles des réservistes, voir ANC, M.G. 28 I 5, vol. 1, *Bulletin du FPC*, s.d. (octobre 1914).

15. Étant donné que le gouvernement fournissait également le gîte et le couvert aux soldats, les hommes célibataires ne souffraient pas financièrement, mais l'aide aux familles était réservée aux quelques militaires permanents qui s'étaient mariés pendant leur service et pouvaient loger dans les quartiers réservés aux couples mariés. Voir *Regulations and Orders for the Canadian Militia* (1914).

16. Le recensement de 1911 dénombre 470 480 personnes à Montréal : 121 128 sont d'origine britannique et 298 128 sont d'origine française. Le troisième groupe en importance, les Juifs, comptent 27 948 personnes, suivis de 7013 Italiens. Les Montréalais d'origine allemande

La richesse et le pouvoir au Canada étaient concentrés majoritairement à Montréal, mais l'administration municipale était pauvre. Toronto comptait 72,3 % de la population de Montréal, 79 % de sa superficie, 78,8 % de sa valeur imposable, mais 120 % de ses revenus en taxes¹⁷. Les protestants (et les juifs) de Montréal soutenaient leurs propres écoles primaires gratuites, mais sous-financées, tandis que la majorité des parents catholiques payaient des frais de scolarité. La fréquentation de l'école était habituelle, mais non obligatoire¹⁸. Les parents avaient besoin du salaire misérable de leurs enfants parce que le marché du travail de la ville était chroniquement saturé par l'arrivée ininterrompue de migrants provenant des régions rurales et d'Europe. Les monopoles conservaient les prix du chauffage, de l'électricité et du transport élevés. Le chômage chronique maintenait les familles ouvrières, même les plus travailleuses, dans la pauvreté¹⁹. L'inflation menait au surpeuplement des logements. Une étude de 1897 révèle des taux d'occupation de 0,86 à 1,09 personne par pièce ; en 1921, Arthur Saint-Pierre évaluait le taux à 1,4 personne par pièce. Des déclarations à sensations affirmaient même que la mortalité infantile à Montréal égalait celle de Calcutta²⁰.

Les catholiques, les protestants et les juifs de Montréal s'occupaient chacun de leurs malades, de leurs invalides et de leurs pauvres, que ce soit par l'entremise de la Société Saint-Vincent-de-Paul dans les paroisses, de la St. Andrew's Society qui aidait les Écossais dans le besoin ou de l'Institut Baron de Hirsch qui ouvrit ses portes en 1914 pour aider la population juive²¹. En 1899, George et Julia Drummond

étaient 2502. Il y avait aussi 921 Autrichiens et 1005 Belges. Voir *Recensement du Canada*, 1911, vol. II, Tableau XIV, 352. En 1914, Montréal comptait 596 600 personnes. Voir John Irwin Cooper, *Montreal. A Brief History* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 1969). Après la guerre, en 1921, le recensement dénombre 738 210 habitants vivant sur l'île de Montréal dont 618 506 dans la ville même. 390 168 Montréalais se décrivaient comme étant d'origine française et 148 630 d'origine britannique. Parmi les Montréalais d'autres origines, les 42 817 Juifs formaient le groupe le plus important, suivis de 13 912 Italiens. Toronto comptait 521 897 habitants et venait au deuxième rang après Montréal ; 445 230 venaient des îles britanniques, 8350 étaient d'origine française et 34 659 d'origine juive. (*Recensement du Canada*, 1921, vol. II, tableau 54, 352, 365).

17. *Canada Year Book* (1915), 567-568.

18. Seulement 23,2 % des enfants de Montréal continuaient leurs études au-delà de l'école primaire en 1916 par rapport à 33 % des jeunes Torontois et à 44 % des jeunes New-Yorkais. Entre la 1^{re} et la 4^e années, les inscriptions aux écoles protestantes diminuaient de 25 % tandis qu'elles chutaient de 75 % aux écoles catholiques. Voir *ibid.* (1914), 101-104 ; (1915), 123-127 ; T. Copp, *op. cit.*, 60-61. Sur l'éducation en général, voir *ibid.*, 60-69.

19. Herbert Ames, *The City below the Hill*, 68, cité dans Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération* (Montréal, Boréal, 1991), 210-211.

20. T. Copp, *op. cit.*, 71.

21. P.-A. Linteau, *op. cit.*, 228-229.

mirent de l'ordre dans la charité privée en fondant la Charity Organization Society (COS) afin de coordonner les associations caritatives protestantes. La COS affirmait que seules les méthodes scientifiques, mises en œuvre par du personnel rémunéré, pouvaient guérir les prétendues faiblesses de caractère à l'origine de la pauvreté. Le premier rapport écrivait : «[T]he welfare of souls and characters is of more concern than freedom from physical suffering [...]» La COS préconisait les visites amicales et l'aumône accompagnée de bons conseils, une philosophie rassurante pour les familles riches qui habitaient les flancs du mont Royal²².

Entre-temps, les réformistes francophones firent certains progrès dans la lutte contre la mortalité infantile et la fièvre typhoïde en instaurant un réseau de distribution de lait de qualité — les *Gouttes de lait* — et en municipalisant la distribution de l'eau. Malgré tout, les taux de mortalité adulte et infantile à Montréal demeuraient beaucoup plus élevés que dans les autres grandes villes nord-américaines et les disparités de revenus en étaient à l'origine : en 1914, le taux était de 10 pour 1000 dans le quartier aisé de Saint-Antoine, mais de 26 pour 1000 dans le quartier ouvrier d'Hochelaga²³. Les difficultés économiques peuvent expliquer en partie la situation. À partir de 1906, après plusieurs décennies de stabilité relative, les prix avaient commencé à grimper de façon marquée. Dès 1912, la ville était aux prises avec une crise économique majeure causée par la saturation du réseau ferroviaire canadien, qui comptait la majorité de ses sièges sociaux à Montréal. La plupart des secteurs d'activité économique, comme le textile, la confection et les activités portuaires, se réveillaient brutalement après une décennie de croissance sans précédent. Les entreprises, nouvelles ou anciennes, avaient le choix entre la faillite ou la fusion ; les ouvriers n'avaient d'autre choix que la ruine. La pire crise économique depuis les années 1890 privait ainsi 20 000 Montréalais de leur emploi. Certains étaient aussi sans logement et sans nourriture²⁴.

L'élite avait une explication toute faite des déboires de Montréal : la corruption de l'administration municipale. Comme ailleurs en Amérique du Nord, les réformistes ont tenu le haut du pavé pendant la première décennie du siècle. Appuyé discrètement par des hommes d'affaires canadiens-français, comme Hormisdas Laporte, Herbert

22. *Annual Report of the Charity Organization Society of Montreal* (1901), 5. Sur la COS, voir P.-A. Linteau, *ibid.*, 114-120.

23. P.-A. Linteau, *ibid.*, 218 ; voir aussi *passim*, 219-224.

24. Selon Rufus Smith de la Charity Organization Society. Voir *The Montreal Daily Star*, 13 août 1914.

Brown Ames, un jeune Montréalais fortuné épris des idées de réforme de l'époque, contribua à la défaite du « Boss » Raymond Préfontaine et de sa machine électorale appuyée par le Parti libéral²⁵. Comme les progressistes américains de la même époque, les réformistes montréalais luttèrent pour obtenir un Bureau de contrôle qui limiterait le pouvoir des conseillers, une commission de planification pour protéger les équipements collectifs, l'amélioration du service de police et de lutte contre les incendies et des compressions radicales dans les dépenses publiques pour équilibrer le budget. Mais la majorité des compressions avaient touché les démunis. Malgré des alliés comme Hormidas Laporte et Henri Bourassa, directeur du *Devoir*, l'image des réformistes demeurait anglophone dans une ville où la majorité de la population parlait français.

Cependant, le mouvement réformiste s'essouffle et Ames se tourne vers la scène fédérale où il est élu député conservateur de Saint-Antoine²⁶. Soutenus par *Le Devoir*, les réformistes reviennent au pouvoir en 1910, mais « le règne des honnêtes gens » est de courte durée. La crise économique aggrave la crise financière chronique de la ville. En 1914, les réformistes proposent la candidature de George Washington Stephens, ancien trésorier provincial, à la mairie. Selon la tradition de l'alternance entre maires francophones et anglophones, Stephens partait favori. Mais dans un revirement et par seulement 5000 voix de majorité, les électeurs choisissent Médéric Martin, cigariériste et ancien conseiller municipal démis de ses fonctions en 1910 pour corruption. L'alternance francophone-anglophone sur la scène municipale était terminée à tout jamais²⁷.

25. Membre de la famille fondatrice de Ames Holden, la plus grande usine de chaussures de Montréal, Herbert B. Ames a fait ses études aux États-Unis. Il cède l'administration de l'entreprise à des gestionnaires professionnels pour se consacrer à temps plein à la réforme sociale et municipale. À la manière de Rowntree, il fait une étude de la pauvreté à Saint-Henri et à Pointe-Saint-Charles qui est d'abord publiée dans *The Montreal Daily Star*, puis en livre en 1897. Voir Herbert Ames, *The City Below the Hill: A Sociological Study of a Portion of the City of Montreal, Canada* (Montréal, Bishop Engraving & Printing, 1897, réédité avec une nouvelle préface par P. F. W. Rutherford, *The City below the Hill* (Toronto, University of Toronto Press, 1972). Sur Ames et le Fonds patriotique, voir Philip H. Morris, *The Canadian Patriotic Fund: A Record of its Activities from 1914 to 1919* (Ottawa, Canadian Patriotic Fund, 1920), 7-14; Margaret McCallum, « Assistance to Veterans and their Dependents: Steps on the Way to the Administrative State, 1914-1929 », dans W. Wesley Pue et Barry Wright, dir., *Canadian Perspectives on Law and Society: Issues in Legal History* (Ottawa, Carleton University Press, 1988), 157 et ss.

26. Sur la réforme municipale à Montréal avant 1914, voir J. I. Cooper, *op. cit.*, 133-135; P.-A. Linteau, *op. cit.*, 254-261.

27. P.-A. Linteau, *op. cit.*, 259-262, J. I. Cooper, *op. cit.*, 138-144.

LE SOUTIEN AUX FAMILLES DES SOLDATS

Malgré l'érosion des revenus de la Ville, Martin fait ce qu'il peut pour aider les défavorisés de Montréal. Il emprunte pour créer 18 000 emplois de travaux publics. Après le début des hostilités et malgré l'opposition du conseil, Martin tient à ce que les employés municipaux mobilisés par la France ou la Belgique continuent de recevoir leur salaire. Les banques, ébranlées par la panique de la guerre, continueront-elles à prêter de l'argent ? Comme mesure de précaution, dit *Le Devoir*, la province licencie les travailleurs des chantiers routiers. La Banque de Montréal, annonce *La Presse*, comblera seulement la moitié du prêt de six millions de dollars à la Ville²⁸. Comment ceux qui dénonçaient les dépenses outrancières du maire Martin peuvent-ils alors demander à la Ville de soutenir les familles des soldats ?

En tant que député de Saint-Antoine, Herbert Ames prend l'initiative. Le 10 août à midi, il convoque des membres influents de l'élite montréalaise au Board of Trade. John Farthing, évêque anglican de Montréal, est présent, mais l'archevêque Bruchési est absent, de même que le maire Martin. Ames rappelle aux personnes présentes la raison de cette convocation. Depuis 1812, les Canadiens ont réagi à la guerre en fondant un Fonds patriotique qui recueille des fonds pour payer les dépenses que les gouvernements négligent habituellement, c'est-à-dire le secours aux soldats malades ou blessés et l'aide à leur famille dans le besoin. Cette fois, explique Ames, le Fonds limitera son soutien aux personnes à charge des soldats. Le colonel A. E. Labelle, ancien commandant du 65^e carabiniers Mont-Royal, vice-président de la St. Lawrence Flour Mills et président du Fonds patriotique de la guerre des Boers, déclare que 30 000 \$ furent versés aux familles des soldats entre 1899 et 1902. Une nouvelle guerre exigerait au moins 100 000 \$. Lorsque le Parlement commencera sa session d'urgence le 18 août prochain, dit Ames, il adoptera la loi qui instaurera un nouveau Fonds patriotique canadien. Entre-temps, il reprend les propos de Hughes en disant qu'il fallait «generat[e] regular pay to the people dependent upon our volunteers when they are away²⁹».

Dans un esprit bipartite et biculturel, le sénateur Dandurand promet que la somme de 9000 \$ recueillie jusqu'à maintenant par le Comité franco-belge sera intégrée au nouveau fonds. Il appuie la motion d'Ames de confier la tâche à un comité de direction. Les participants en choisissent les membres et lèvent la séance pour aller

28. *Le Devoir*, 4 août 1914, *La Presse*, 16 septembre 1914.

29. *The Montreal Daily Star*, 11 août 1914.

dîner. *The Montreal Daily Star* est en mesure de rassurer ses lecteurs : « WIVES AND CHILDREN OF THOSE WHO GO TO WAR WILL BE CARED FOR BY MONTREAL CITIZENS³⁰. » Le comité de direction reprend la réunion. Il est composé d'Ames, du colonel Labelle, de A. R. Doble de Royal Securities, de R. W. Reford, du colonel F. Minden Cole dont la femme participait à la direction de la *Soldiers' Wives League*, et de sir Hugh Graham du *Montreal Daily Star*. M^{gr} Farthing représente les anglicans, David Friedman, marchand de vêtements, parle au nom de la communauté juive et Raoul Dandurand, le docteur Lachapelle, J. R. Genin, Alfred Tarut et Gustave Francq représentent le Comité franco-belge. Ames assure la présidence et John W. Ross, du cabinet comptable de P. S. Ross, accepte la fonction de trésorier honoraire, fonction qu'il a exercée dans d'autres campagnes charitables de Montréal³¹. Malgré les efforts de diversification, l'élite anglophone de Montréal domine.

Plus tard le même jour, les dames de la haute société, présidées par madame J. A. Henderson du Local Council of Women, se réunissent pour écouter Ames. « We shall have to give up dances, dinner parties and fashionable luncheon parties this year, avertit lady Drummond, and spend our money, not on luxuries for ourselves, but on necessities for our soldiers' families. [E]ven if it means personal deprivation, not a soldier's family should suffer in Montreal. » Après ce message sévère, Ames invite les participantes à déléguer trois dames au conseil d'administration du nouveau Fonds patriotique³².

À 11 heures le 14 août, le colonel Labelle et les derniers membres de son conseil d'administration dissolvent le Fonds patriotique de la guerre de l'Afrique du Sud et remettent 771,22 \$ au nouveau Fonds. À midi, Ames rencontre le comité général composé de cinquante membres, dont six femmes avec à leur tête madame Henderson. Onze des cinquante membres sont francophones³³. Le maire Martin et l'archevêque Bruchési assistent, bien que l'archevêque déléguera rapidement un chanoine pour le représenter. Un représentant du consulat de France déclare que 1100 familles sont aidées par le versement de 60 cents par jour aux épouses et de 25 cents par enfant. De Sola affirme s'occuper de 300 Belges, mais seulement 70 réservistes britanniques ont été repérés. « Were married men handing over part of

30. *Ibid.*, 11 août 1914.

31. Musée McCord d'histoire canadienne, P 217 -C/7, Fonds J. W. Ross (à l'avenir Fonds Ross), boîte 1, Montreal Patriotic Fund Minute Book (à l'avenir « Minute Book »), General Committee, 12 août 1914, 70-74.

32. *The Montreal Daily Star*, 13 août 1914.

33. Fonds Ross, Minute Book, 85.

their pay ? », demande le docteur Milton Hersey. Le gouvernement devrait les obliger à en verser au moins la moitié. Certains employeurs, dit le colonel Starke, continuent de verser le salaire, en tout ou en partie, de leurs employés enrôlés. Il faut souligner les efforts de ces entreprises au moyen d'un Tableau d'honneur, ajoute Ames³⁴.

Le 17 août, le comité s'attelle à la tâche. Ames et Ross nomment les membres les plus riches à un comité des finances présidé par le joaillier W. M. Birks. Madame Elliott B. Busted propose que les membres de la Soldiers' Wives League assurent la permanence du bureau du Fonds et visitent les familles. L'Association des manufacturiers communiquera les noms des employeurs qui s'engagent à verser, en tout ou en partie, le salaire de leurs employés enrôlés. Le Fonds les reconnaîtra comme donateurs. Convaincu que la guerre serait courte, Ames était confiant que les propriétaires « might allow families to remain on rent free while the breadwinner was away ». Le comité de direction demande à nouveau que le gouvernement oblige les hommes mariés à « assign a portion of their pay to be retained and paid direct to the wife³⁵ ».

Le lendemain, alors que le Parlement siège en session d'urgence, l'organisation est déjà en marche à Montréal, à Toronto et dans d'autres villes. À Ottawa, pendant que le gouverneur général, le duc de Connaught, endosse respectueusement la présidence d'honneur, Ames fait campagne en faveur d'un Fonds patriotique pancanadien. Le Parlement adopte la loi instaurant le Fonds patriotique le 22 août sans grande discussion, sans dissidence affichée et avec l'assurance du premier ministre que le « service actif » serait interprété de la manière la plus souple possible³⁶. Le gouvernement appuie la promesse du colonel Hughes d'instaurer une indemnité d'absence du foyer (20 \$ par mois pour les simples soldats) pour soutenir les personnes à leur charge³⁷. Le 24 août, le Comité général de Montréal, qui compte

34. *Ibid.*, 80-84.

35. *Ibid.*, Executive Committee, 17 août 1914, 88-90.

36. Canada, Chambre des communes, *Débats*, 22 août 1914, 87-92.

37. La définition d'une « personne à charge » était ardue. Les cas les plus simples étaient ceux d'une épouse avec ses enfants ou d'une mère veuve. Définir une « épouse » a posé problème ainsi que l'ajout des pères invalides ou des sœurs célibataires. La définition importait parce que le FPC considérait qu'une personne inadmissible à l'indemnité gouvernementale d'absence du foyer était également inadmissible à ses propres prestations. Voir Desmond Morton et Cheryl Smith, « "Fuel for the Home Fires": The Patriotic Fund, 1914-1918 », *The Beaver*, 75,4 (août-septembre 1995): 11-13. Sur d'autres enjeux liés au FPC, consulter Charles Humphries, « Keeping the Home Fires Burning: British Columbia Women and the First World War » (communication inédite présentée au congrès de la Société historique du Canada, Charlottetown, mai 1992).

maintenant 64 membres, adhère officiellement à l'organisme national³⁸. Ames avait rédigé la chartre nationale de manière à convenir à l'organisme montréalais. Les autorités du FPC encouragent la Banque de Montréal à promettre un don de 100 000 \$, dont la moitié payable immédiatement à l'association nationale. La question délicate de la propriété — locale ou nationale — des fonds recueillis n'est pas discutée publiquement. Le comité de direction seul connaît la vérité : l'association nationale s'attend à ce que les sections acheminent leurs recettes à Ottawa et que les trésoriers locaux émettent par la suite des chèques à même le fonds central³⁹.

Le 24 août, Rufus Smith, qui avait quitté la COS pour aider le nouvel organisme, déclare avoir reçu 125 demandes d'aide. Il faut trouver le moyen de départager les personnes méritantes de celles qui ne le sont pas, insiste Smith. Le comité de direction nomme un comité de secours dirigé par Clarence Smith, vice-président de l'usine de chaussures de la famille Ames⁴⁰. La composition du comité est équilibrée entre francophones et anglophones : J. W. Ross, M^{gr} Farthing, J. R. Genin, Gustave Francq, le docteur Lachapelle et le maire Martin. Après avoir discuté de l'emplacement approprié, le comité de direction autorise l'ouverture d'un bureau dans l'édifice Drummond, près de la rue Sainte-Catherine. Rufus Smith monte un fichier de demandeurs d'aide et Ross s'entend avec la Banque de Montréal afin que les prestations soient effectuées seulement au moyen de chèques contre-signés par lui.

Pendant que Rufus Smith, M^{gr} Farthing et le docteur Lachapelle acceptent de diriger les opérations de secours, le comité trouve sa directrice idéale : Helen Reid, une des premières diplômées de l'Université McGill en 1889, polyglotte et grande voyageuse. En 1914, elle dirige le service social de la Victorian Order of Nurses et elle est l'auteure d'une brochure de la COS sur les avantages de fournir une formation aux infirmières en travail social. «Even objects of charity are human beings», fait-elle remarquer⁴¹. Nommée responsable lors

38. Le chanoine Rénaud remplace M^{gr} Bruchési aux autres réunions et le sénateur Frédéric-L. Béique, un autre riche Canadien français, s'ajoute à Dandurand. Voir Fonds Ross, Executive Committee, 24 août 1914, 93.

39. *Ibid.*, 26 août 1914, 104. Comme nous le verrons, la section de Montréal trouvait qu'il était impossible de suivre le règlement à la lettre et, étant donné que la section la plus riche du FPC ne ne conformait pas au règlement, celle du Manitoba a refusé de s'y conformer et est demeurée à l'écart du FPC, comme d'autres sections dans certaines villes de l'Ontario.

40. Smith avait été président de la McCready Shoe Company avant sa fusion avec Ames. Holden peu avant le début de la guerre.

41. Helen Reid, *Social Service and Hospital Efficiency* (Montreal, Charity Organization Society, 1914), 9.

d'une réunion de la section féminine du Fonds, Reid deviendra la femme la plus influente du Fonds patriotique⁴². Fidèle disciple des théories de la COS, elle croit que la visite systématique des prestataires par des bénévoles dignes de confiance et expérimentées dans l'art de tenir maison est le meilleur moyen de réformer les pauvres. Les méthodes de Reid vont s'imposer. Le 4 septembre, Clarence Smith souligne l'existence d'un budget et d'un registre sur fiches, la réception de 250 demandes d'aide et le versement de 1500 \$ en aide temporaire⁴³.

LA CAMPAGNE ÉCLAIR

Le premier défi est le lancement de la « campagne éclair » dont l'objectif est d'amasser un million de dollars. La section adopte d'instinct les traditions de collecte de fonds qui ont fait leurs preuves dans la communauté anglophone. Au moyen d'un comité composé de notables, et présidé par Herbert Holt, Ross, Birks et Doble se mettent à l'œuvre. Ross remet la liste de donateurs potentiels de 3000 noms de l'Hôpital général de Montréal, le Canadian Club recrute des équipes de sollicitateurs et offre les recettes de son dîner-bénéfice mensuel de septembre, tandis que Ames convainc le duc de Connaught de lancer officiellement la campagne. J. Murray Gibbons, relationniste du Canadien Pacifique, prépare des bannières et des « horloges » pour illustrer le progrès de la campagne et donne 29 000 \$ en espace publicitaire gratuit dans les journaux. Les graphistes du CP dessinent des images touchantes de femmes et d'enfants et de drapeaux britanniques flottant au vent, tandis que les rédacteurs implorent : « Shall we let them starve ? » Et insistent : « This is not a charity⁴⁴ ! » Ross organise vingt-trois équipes de sollicitateurs, dont huit chargées de solliciter les Canadiens français, une chacune pour les Juifs, les Belges et les Irlandais et les autres destinées aux Anglo-Montréalais. Un comité des plaintes est prévu pour résoudre les conflits entre chefs d'équipe rivaux et leurs membres. Par la voix d'Ames, le FPC rassure les responsables de la campagne concurrente de secours d'hiver : « When the Montreal committee is of the opinion that it has pledged and sets aside

42. *The Montreal Herald*, 8 janvier 1916. Sur Reid, voir N. E. S. Griffith, *The Splendid Vision: Centennial History of the National Council of Women of Canada, 1893-1993* (Ottawa, Carleton University Press, 1993), 129 et Margaret Gillett, *We Walked Very Warily: A History of Women at McGill* (Montréal, Eden Press, Women's Publications, 1981), 113, 260, 287 et *passim*; S. B. Frost, *McGill University: For the Advancement of Learning, II: 1895-1971* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 1984): 149, 173.

43. Fonds Ross, Minute Book, Executive Committee, 4 septembre 1914, 110-111.

44. Fonds Ross, Boîte I, coupures.

a sufficient amount to cover its own cases and a fair contribution toward the general needs throughout Canada, the committee desires to consider itself empowered to transfer the surplus, if any, to other similar organizations with like objects⁴⁵.»

Le 11 septembre au matin, le duc et la duchesse de Connaught visitent Montréal. À midi, l'hôtel Windsor est rempli de dignitaires montréalais : M^{gr} Bruchési, le maire Martin, des colonels et des chefs d'entreprise et 600 partisans. Les dames patriotiques suivent la réunion, assises au balcon. Le discours du duc, prononcé sans notes, ne prend que deux minutes⁴⁶. En réponse, Rodolphe Lemieux, lieutenant montréalais de sir Wilfrid Laurier, exhorte les Canadiens français à suivre l'exemple de loyauté de John Redmond, dirigeant du gouvernement autonome d'Irlande, et de Louis Botha, premier ministre d'Afrique du Sud et ancien général boer :

Nous qui vivons au Canada sous le régime britannique, nous pourrions nous imaginer que c'est aussi l'heureux sort d'autres humains qui vivent sous une domination étrangère. Malheureusement, il n'en est pas ainsi. La guerre actuelle est une preuve vivante que dans les pays que l'on dit civilisés le peuple vit encore en servitude⁴⁷.

Les solliciteurs sont inondés de dons patriotiques. Une entreprise livre mille tirelires destinées aux magasins et aux banques. Le lendemain de la sollicitation officielle, l'Armée du Salut poste cinquante bénévoles pour recueillir la petite monnaie dans des tirelires. M^{gr} Bruchési demande que sa quête spéciale de secours d'hiver soit partagée avec les familles des soldats⁴⁸. Notman & Son offre 500 photos de groupe de soldats de Valcartier à vendre un dollar chacune⁴⁹. Les commerçants acheminent des sacs de pommes de terre, des cordes de bois et 4300 \$ en tickets de pain. Le Jockey Club de Dorval propose de remettre ses recettes d'une journée, mais le comité rejette l'offre après avoir entendu parler d'irrégularités dans la vente des billets. Au fait, une bonne partie des cadeaux a causé plus de soucis que de bien. Il était difficile de ramasser l'argent des tirelires, avoue

45. *Ibid.*, Boîte II, «The 1914 Whirlwind Campaign».

46. *The Montreal Daily Star*, 12 septembre 1914; voir aussi *The Gazette*, 12 septembre 1914.

47. *La Presse*, 12 septembre 1914.

48. Fonds Ross, Minute Books, Executive Meeting, 4 décembre 1914. La quête recueille seulement 9400 \$ dont la moitié était destinée au Fonds.

49. *Ibid.*, Executive Committee, 4 septembre 1914, 107.

le comité des finances, et la majorité des projets de cueillette de fonds se sont avérés «failures or frauds, and yield[ed] little to the fund⁵⁰».

La campagne dure une semaine. Une équipe de solliciteurs francophones cesse ses activités, mais les vingt-deux équipes restantes se rencontrent quotidiennement le midi à l'hôtel Windsor pour écouter des conférenciers triés sur le volet et présenter leur rapport. Le jour de l'ouverture le 14 septembre, sir Thomas Shaughnessy du Canadien Pacifique assure la présidence et M^{gr} Bruchési prononce un discours. Étant donné que la majorité des dons majeurs sont connus, le Fonds a déjà atteint la moitié de son objectif. L'équipe du banquier d'affaires J. W. McConnell mène, suivie de celle de Percy Molson ; l'équipe juive, dirigée par David Friedman, arrive troisième. Le conférencier du mardi est M^{gr} Farthing et, le mercredi, Herbert Holt présente un presbytérien, le révérend James Barclay, président de la commission scolaire protestante. Le jeudi, Mortimer Davis, d'Imperial Tobacco, présente le rabbin Nathan Gordon qui affirme : «Great Britain has been all that she could be to the Jews and now the Jews will be all they can be to her⁵¹.» La journée de vendredi est bilingue, présidée, en effet, par le juge en chef sir Alexandre Lacoste et animée par le populaire prédicateur méthodiste C. A. Williams qui félicite les solliciteurs de leur succès retentissant.

Le succès est effectivement retentissant. Le décompte final des équipes fait état de 1 490 404 \$ recueillis par la section de Montréal. Certains dons ont été stratégiquement retardés, mais d'autres donateurs se sont manifestés à la suite d'une campagne de dernière minute. Le jeudi, Édouard Montpetit, économiste à l'Université Laval à Montréal, dénonce les allégations de «certains journaux» selon lesquelles les Canadiens français ont fait la sourde oreille ; selon lui, il faut tenir compte du fait que les Montréalais de langue française sont beaucoup plus pauvres que ceux de langue anglaise⁵². De leur

50. *Ibid.*, Report of the Finance Executive Committee, 4 septembre 1914, 107. Un des dons qui a causé le plus de soucis et rapporté le moins était une obligation de 1000 \$ de Hillcrest Collieries remise par un Montréalais en difficulté financière qui voulait que 500 \$ aille au Fonds, 200 \$ au contingent d'élèves officiers (COTC) de l'université McGill et 300 \$ à «une autre bonne cause». L'obligation est demeurée inutilisée jusqu'en 1921 et son donateur a écrit des lettres coléreuses. On ne sait pas ce qu'elle a rapporté au FPC, mais W. F. Angus, trésorier du COTC de McGill, affirme que l'obligation ne lui a rapporté que 6,25 \$. Fonds Ross, vol. 2, C. P. Hill à J. Ross, 14 janvier 1915 et documents suivants.

51. *The Gazette*, 17 septembre 1914.

52. *Le Devoir*, 18 septembre 1914. Montpetit affirmait que le quart de l'objectif d'un million de dollars venait de dons canadiens-français. Il n'existe aucune statistique pour appuyer cette affirmation, mise à part la liste des donateurs contenue dans le Fonds John Ross qui ne départageait pas les donateurs selon l'origine nationale. Dandurand avait entrepris de recueillir 100 000 \$ auprès de cent «citoyens à l'aise» et s'était rendu compte que ceux-ci étaient peu nombreux. Voir M. Hamelin, dir., *op. cit.*, 188.

côté, Raoul Dandurand et le colonel Labelle exhortent leurs équipes à redoubler d'effort. Le 18, l'équipe dirigée par le promoteur immobilier — et automobiliste renommé — Ucal-H. Dandurand arrive troisième avec des dons de 114 853 \$, derrière celle de McConnell avec 224 817 \$ et celle de Percy Molson avec 142 059 \$⁵³. Lacoste se réjouit des « liens qui unissent Canadiens français et Canadiens anglais » et *La Presse* répète les déclarations triomphalistes de Williams en affirmant que « toutes les différences, tous les conflits de race [...] ont fait place à une "entente cordiale"⁵⁴ ». Les organisateurs remettent un miroir d'ivoire à Raoul Dandurand pour souligner sa bonne humeur constante et des gants blancs à Percy Molson pour n'avoir soumis aucune plainte au Comité des plaintes. Le dîner du vendredi se transforme en vente aux enchères patriotique. Une bague donnée à sir Thomas Shaughnessy par une donatrice anonyme qui se décrit comme fille de Loyalistes est achetée par Salim Boosamra au prix de 1000 \$. Personnage important de la petite communauté libanaise de Montréal, Boosamra explique : « I came to this country about 20 years ago without a cent, and I am making money here, and am glad to help this good cause⁵⁵. »

La Campagne éclair rapporte 1 613 726 \$, surtout en engagements mensuels, ce qui comprend 145 500 \$ provenant des banques de la ville, 175 330 \$ provenant des municipalités (dont 150 000 \$ de la Ville de Montréal) et 100 000 \$ du Canadien Pacifique. Les six équipes francophones ont amassé au total 270 865 \$ et en moyenne 42 506 \$; l'équipe de Friedman a recueilli 59 190 \$ et la moyenne des quinze équipes anglophones est de 87 064 \$⁵⁶. Dans une initiative distincte dirigée par J. B. McConnell, les employeurs ont convaincu les travailleurs de donner une journée de salaire par trimestre⁵⁷. Les entreprises participantes vont de l'Imperial Tobacco, qui compte 7000 employés, à la Westmount Plumbing & Heating, où le don d'une demi-journée de salaire rapporte 150 \$⁵⁸. Un groupe de domestiques protestantes de Saint-Bruno remet 57 \$⁵⁹. Les dépenses administra-

53. Consulter aussi Fonds Ross, Minute Book Finance Committee, 9 septembre 1914, 2. Sur Ucal-H. Dandurand, voir Henry J. Morgan, *op. cit.*, 295.

54. *La Presse*, 19 septembre 1914.

55. *The Montreal Daily Star*, *The Montreal Gazette*, 19 septembre 1914.

56. Pour connaître les résultats, consulter l'annexe A. Voir aussi *The Gazette*, 19 septembre 1914. Le cadeau de 150 000 \$ de la ville de Montréal était partagé entre l'équipe de U.-H. Dandurand et celle du conseiller O'Connell.

57. Sur McConnell, consulter Morgan, *Canadian Men and Women* (1912), 754.

58. *The Gazette*, 12 septembre 1914.

59. Lire *The Gazette*, *The Montreal Daily Star*, *La Presse*, *La Patrie*, 12-19 septembre 1914; Fonds Ross, vol. 2 « Report on Whirlwind Campaign, 1914 ».

tives sont minimales : 537,75 \$ en travail de bureau, 347,98 \$ pour l'impression, 250 \$ en publicité. Les équipes de sollicitateurs et les membres des comités ont payé leurs repas. En exagérant un peu, les Montréalais se vantent d'avoir recueilli deux millions de dollars, soit deux fois plus qu'à Toronto et six fois plus qu'à Winnipeg⁶⁰.

LA GESTION DES FONDS

Pendant que le Comité des finances recueille les fonds, le Comité de secours se met au travail. Clarence Smith joue un rôle actif à la présidence, bien que le *The Montreal Daily Star* décrive Helen Reid comme « commanding officer of this regiment which is defending the families of soldiers from want and hardship⁶¹ ». Dès novembre, Reid a formé des équipes de bénévoles pour visiter les familles catholiques et protestantes et elle cherche des visiteuses juives pour visiter les familles de cette communauté. Elle voit à ce que l'argent des donateurs ne soit pas gaspillé. À Noël, elle a déjà confectionné une liste noire de cent familles dont elle estimait les cas douteux ou frauduleux⁶². Certaines sont carrément des imposteurs, d'autres n'ont pas avisé le Fonds du retour du mari de Valcartier. Les familles prestataires du Fonds sont ainsi soigneusement, et à plusieurs reprises, vérifiées et visitées. Mais aucun système n'est parfait, déplore Reid : « We have found that the most experienced investigators can be misled by unscrupulous women who are trying to make all they can from employers, Government and Fund [...] » Sans ces mécanismes, « many a worthy, grateful wife and mother would be in sore distress⁶³ ». Reid insiste sur le fait que les femmes sensées n'étaient pas offusquées par les questions personnelles, bien que certaines femmes, particulièrement sensibles, aient été froissées.

In several suspicious circumstances it has been found that the women who have applied cannot produce their marriage certificates and are unworthy applicants [...]. Women have applied under assumed names posing as wives of soldiers when they have husbands alive and not in the service. Others have

60. Fonds Ross, Boîte III, chemise «First Montreal Canadian Patriotic Fund Campaign, September 14-18, 1914».

61. *The Montreal Daily Star*, 12 septembre 1914.

62. Dès novembre, Reid mentionne l'existence d'une centaine de cas du genre, soit des familles dont l'homme était rentré de Valcartier, d'autres « imposters with no rightful claim whatever on the Fund ». Fonds Ross, Minute Books, Executive Committee, 6 novembre 1914, 138.

63. Montreal Patriotic Fund, *Relief Committee Annual Report 1914-1915* (Montréal, s.l., s.d.), 13.

signed on as widows when a husband has been in the immediate background, while others have hastily adopted one or two children in order to draw increased allowances⁶⁴.

À la mi-octobre, 1158 familles ont fait une demande d'aide à la section du FPC de Montréal et la somme de 55 692 \$ a été déboursée. Fonctionnant de manière autonome, le bureau franco-belge, avec 404 familles inscrites, a versé 12 300 \$⁶⁵. Le Fonds allège son registre en retournant 108 femmes et enfants en Angleterre, tandis que le bureau franco-belge retourne 19 familles, soit 43 personnes. En date d'août 1915, la section de Montréal a rencontré 5742 demandeurs d'aide et accepté 4746 d'entre eux. Les prestataires se répartissent comme suit : 1046 Canadiens français, 720 Canadiens d'origine britannique, 2117 immigrants des îles Britanniques et 27 Juifs. Le Comité franco-belge aide 512 prestataires français et 112 Belges. En 1917, la section de Montréal aide 9227 prestataires dont 6573 épouses, 1866 mères de soldats, 198 pères de soldats et 584 « autres », pour la plupart des orphelins. Parmi les protégés du Fonds, 202 adultes, 85 enfants et 312 bébés sont décédés⁶⁶. À la fin de la guerre, le Fonds déclare avoir secouru 15 000 familles⁶⁷.

Le comité de direction du FPC national recommande aux autres sections de suivre le barème élaboré par la section montréalaise. Le comité Smith a conclu qu'une femme a besoin d'un dollar par jour, un enfant de 10 à 15 ans, de 25 cents, un enfant de 5 à 10 ans, de 15 cents et un enfant de moins de cinq ans, de seulement 10 cents. Une famille comptant un enfant dans chaque groupe d'âge a besoin d'au moins 45 \$ par mois. Avant de verser sa prestation, le Fonds soustrait toutes les autres sources de revenus. En avril 1915, les 2263 familles anglophones reçoivent en moyenne 16,93 \$ et les 467 familles franco-belges 23,36 \$⁶⁸.

Mais l'action des bénévoles pouvait parfois froisser les bénéficiaires. En octobre 1914, le Fonds demande aux journaux, francophones et anglophones, de lui transmettre toute lettre de plainte avant de la

64. *Ibid.*, 23.

65. Le Bureau franco-belge continue de fonctionner de façon autonome avec son propre personnel et ses propres bénévoles jusqu'à la fin de 1919. Il dépense entre le cinquième et le quart des fonds de secours de la section de Montréal. Fonds Ross, vol. 1, « Financial Statements, September 1914 to June 1918; July 1918 to December 31, 1919 ».

66. Consulter l'annexe B.

67. *Annual Report*, 1914-1915.

68. Fonds Ross, Minute Books, Executive Committee, 15 janvier 1915, 159. Voir aussi l'annexe C.

publier «to give us an opportunity to reply thereto⁶⁹». Certaines épouses s'offusquent de la visite de femmes de milieu aisé qui leur posent des questions indiscrètes et les traitent parfois avec condescendance. Un article dénonciateur dans *Beck's Weekly* fait bondir Herbert Ames qui répond point par point. Les visiteuses, insiste-t-il, sont des bénévoles dévouées qui ont reçu la consigne selon laquelle les allocations du Fonds sont un droit, du moins pour celles qui le méritent. Les questions au sujet du mari ou d'un fils sont tout à fait légitimes et celles sur le ministre du culte de la famille fournissent des renseignements précieux advenant le décès du mari ou un deuil familial. Quant aux mesures de prévention des fraudes, il rappelle aux donateurs :

Many canvassers will remember when they were soliciting subscriptions, how they were repeatedly assured that the Fund would be imposed upon and the money enjoyed by the undeserving. The very precautions, which case after case of imposture have taught the Relief Committee are absolutely necessary, are now criticised as offensive to the recipient⁷⁰.

La difficulté des recrues à s'adapter à la vie militaire provoque de nombreuses désertions et démobilisations. En octobre 1915, Clarence Smith se plaint d'avoir envoyé un émissaire à Valcartier avec une liste de 218 noms de deux régiments canadiens-français de Montréal pour apprendre que 65 hommes avaient déjà déserté ou avaient été démobilisés. Un mois plus tard, 158 des 184 hommes mariés du 41^e régiment et 96 des 121 chefs de famille du 57^e régiment manquent à l'appel, ce qui provoque des dépenses inutiles de 4064 \$ par mois à la section de Montréal (et trois fois plus au ministère de la Milice)⁷¹. Le conseil national approuve la demande de Smith selon laquelle les familles ne recevront pas d'argent tant que les hommes ne seront pas outre-mer⁷². Cette mesure n'aide pas les familles. Si son mari déserte, se plaint une femme, «it is [...] the carelessness of the officers or leaders of this regiment who are responsible and not I. When I signed my consent to let him enlist, I did it with the understanding I should have the support of your Committee as well as that of the Government, and if your Committee refuse to meet its engagements I will bring the matter to the Court⁷³». Bien entendu, en tant qu'œuvre de

69. *Ibid.*, 9 octobre 1914, 129. Seul le *Montreal Herald* était d'accord. Consulter *ibid.*, 6 novembre 1914, 141.

70. *Ibid.*, Minute Books.

71. ANC, Fonds Borden, OC 267, Clarence Smith à Philip Morris, 29 octobre 1915.

72. ANC, Canadian Patriotic Fund, National Executive Minutes, 4 novembre 1915 (sur la lettre de Smith à Morris).

73. *Annual Report*, 1914-1915, 26. Aucune procédure judiciaire n'a été relevée.

charité, le FPC se sentait à l'abri des poursuites judiciaires, mais il tenait à convaincre les épouses de laisser leur mari s'enrôler.

Pour Ames, le Fonds est un instrument pour l'implantation de ses idées longuement mûries de réforme sociale. Les sections sont d'abord responsables de la collecte et de la distribution des fonds, mais Ames espère qu'elles assumeront aussi « a third responsibility, that of acting as counsellor and business agent to soldiers' families who, deprived temporarily of their managers, found themselves faced with difficulties that they were unable, single-handedly, to meet⁷⁴ ». Helen Reid est l'assistante idéale dans la campagne d'Ames pour faire de Montréal le modèle de la « responsabilité des tiers ». Elle a travaillé au Victorian Order of Nurses et cette organisation de visiteuses à l'échelle de la ville constitue le réseau idéal pour mettre en œuvre les idées maternalistes de l'époque. Ainsi, la lutte contre la mortalité infantile s'avère une priorité logique en temps de guerre et Reid déclare que « a married soldier at the Front has a far greater chance to live facing German bullets than has his baby born here in the city at the present time⁷⁵. » Elle joint des dépliants sur la nutrition, les mesures sanitaires au foyer et l'hygiène avec le chèque mensuel du FPC. Elle n'épargne pas les propriétaires de taudis ou les fonctionnaires municipaux et elle exhorte les épouses à se plaindre à la Ville au sujet de pièces sans fenêtres et de conditions insalubres.

En 1914, le Comité de secours autorise une allocation spéciale de 5 \$ à la naissance d'un enfant et un supplément hebdomadaire d'un dollar deux semaines avant et six semaines après l'accouchement. L'Imperial Order Daughters of the Empire, offre une layette si le besoin s'en fait sentir. En 1915 et 1916, Reid organise durant l'été des ateliers pratiques donnés par des médecins et des infirmières bénévoles⁷⁶. Convaincue de l'existence d'un lien entre la mortalité infantile

74. P. Morris, *The Canadian Patriotic Fund...*, op. cit., 41.

75. Reid fait remarquer que le taux de mortalité infantile à Montréal en 1914 était de 182 sur 1000 enfants de moins d'un an; *ibid.*, 41. Les statistiques équivalentes étaient de 100/1000 aux États-Unis, de 91 en Grande-Bretagne et de 53 en Nouvelle-Zélande. Les statistiques officielles sont publiées dans *Annual Report of the Montreal Board of Health, 1916*, 46. Voir aussi T. Copp, op. cit., 93-94. Sur les 619 636 membres du Corps expéditionnaire canadien enrôlés pendant la guerre, 59 544 sont morts; voir G. W. L. Nicholson, *Canadian Expeditionary Force, 1914-1919: The Official History of the Canadian Army in the First World War* (Ottawa, Queen's Printer, 1962), Appendix C, tables 1-4, 546-548. Sur le maternalisme et la mortalité infantile à l'époque, consulter Cynthia Comacchio, *Nations are built of Babies: Saving Ontario's Mothers and Children, 1900-1940* (Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 1993) et Linda Gordon, *Pitied but not Entitled: Single Mothers and the History of Welfare, 1890-1935* (New York/Toronto, Free Press/Maxwell-Macmillan, 1994).

76. *Relief Committee Annual Report, 1914-1915*, 36.

ILLUSTRATION 1

AUX VOLONTAIRES DU FONDS PATRIOTIQUE

Economisez les fonds de l'oeuvre!
Ne faites pas de paupérisme!
Ne faites pas de patronage!
Ne faites pas de promesses!

Dévouez-vous avec intelligence, avec coeur, avec activité,
Faites-vous l'amie !

*Votre dévouement est personnel, patriotique et civique,
qu'il soit bienveillant, loyal et efficace !*

Qu'il soit opportun ! Qu'il ne soit pas une charité !

Qu'il soit opportun pour ce qui regarde la santé, l'éducation, le travail, le repos et la récréation, le développement spirituel qui sont les caractères essentiels de la vie normale.

1.—Lorsqu'on vous aura confié le soin des familles, visitez-les deux fois par mois durant trois mois, puis régulièrement à la suite des jours de paye. Dans les cas de nécessité, voyez-les fréquemment. Faites rapport régulièrement aux chefs de districts. Economisez l'argent de l'oeuvre en notant promptement le retour des soldats au pays et les autres sources de revenus. A chaque visite laissez votre carte ou au moins votre nom.

2.—Familiarisez-vous avec votre nouveau quartier, en vous mettant au courant des moyens de secours déjà établis et recommandez les aux familles, tels les médecins, les approvisionnements de lait, les hôpitaux, les établissements secourables, les refuges maternels, etc., (voyez les listes au bureau.)

3.—Travaillez à l'amélioration de votre district, et pour cela assurez-vous du concours des hommes publics, des ministres du culte, des éducateurs.

4.—En l'occurrence faites profiter les familles de votre expérience dans les soins du ménage, de la cuisine, de la couture et de l'économie domestique en général.

5.—Encouragez l'économie, les comptes d'épargne, l'assurance, les fréquentations assidues aux églises et aux écoles.

LES SECOURS QUE DONNE LE BUREAU COMPRENNENT:

- 1—Le département d'assistance judiciaire.
- 2—Le fonds funéraire patriotique, un lot au cimetière.
- 3—Le remisage des meubles.
- 4—Les layettes pour le bébé et des vêtements pour les cas spéciaux.
- 5—Informations nécessaires pour les soins du médecin et accommodation aux hôpitaux, etc.
- 6—Bureau de renseignements re les allocations du gouvernement et les soldats en Europe, etc., etc.

*Que vos services soient opportuns !
Qu'ils ne soient pas une charité !*

Faites-vous l'amie !

*Fonds Patriotique Canadien, Section Montréal, Comité de Secours
Août 1915.*

et le travail rémunéré à l'extérieur du foyer, Reid encourage les mères à demeurer au foyer, à moins de circonstances particulières.

La pauvreté, la maladie, l'indifférence et la prolifération des débits de boisson contribuent à la délinquance juvénile et à la négligence des enfants, affirme Reid. Elle ajoute aussi à cette liste les «vues animées» et la faiblesse des lois québécoises en matière de fréquentation scolaire⁷⁷. La réformatrice encourage ses visiteuses à organiser des concours par quartier en donnant vingt prix aux enfants qui présentent le meilleur dossier de fréquentation de l'école, de conduite et de progrès scolaires. Les visiteuses invitent les épouses à fréquenter des lieux convenables de sociabilité. Aux clubs de la Croix-Rouge, elles se rencontrent pour prendre le thé et coudre divers articles comme des jaquettes pour les malades et des taies d'oreiller; 62 000 articles sont confectionnés dans une seule année⁷⁸. De son côté, M^{re} Bruchési organise pour 1500 femmes catholiques un club distinct qui présente des conférences, du cinéma et de la musique.

Le Fonds recrute des infirmières pour donner des conférences sur les soins aux bébés. Reid engage une enseignante d'économie domestique pour enseigner aux épouses à cuisiner, à gérer les finances familiales et à économiser. Le Fonds conseille les hôpitaux sur les sommes que les épouses sont en mesure de payer pour se faire soigner et pour accoucher; il trouve des médecins et des avocats sympathiques à sa cause et incite les personnes atteintes de tuberculose à suivre un traitement. Le Mont-Sinaï, seul sanatorium gratuit du Québec et principalement destiné aux patients juifs, ouvre tout de même ses portes aux familles des soldats⁷⁹. Le Camp de la Mission Brewery et la Maison Murray Bay accueillent les familles des soldats «who needed a change and proved worthy of a holiday⁸⁰. Les avocats francophones et anglophones collaborent pour traiter deux cents causes d'aide juridique et le Fonds fournit une sépulture à 132 femmes et enfants sans famille ni moyens. Pendant la poussée inflationniste de 1917, le Fonds achète du bois de chauffage et du charbon et avance de l'argent afin que les personnes dépendantes puissent faire des réserves pendant l'été.

Le recrutement de bénévoles fiables et compétentes demeure cependant un problème. Reid avoue qu'elle a préféré traiter «a greater

77. *Ibid.*, 38. Le Fonds affirmait que la délinquance avait augmenté de 41 % chez les garçons et de 43 % chez les filles pendant la troisième année de la guerre.

78. *Montreal Branch Canadian Patriotic Fund Report, 1914-1917* (Montréal, s.l., 1917): 34-35.

79. P. Morris, *op. cit.*, 42; *Annual Report, 1914-1917*, 37.

80. *Ibid.*, 35; *Canadian Patriotic Fund Bulletin*, juillet 1918.

number of cases with fewer willing Visitors who do the work well » plutôt que de travailler avec des bénévoles plus nombreuses mais moins fiables⁸¹. En 1918, les visiteuses fidèles sont, à son avis, « weary, yes, but bigger, broader, finer and braver women than when they started » et plus conscientes de la valeur du service social⁸². Les visiteuses prennent, en effet, conscience de la réalité de la vie ouvrière : « Unemployment, immorality, desertion, eviction by hard-hearted landlords, land lots to be forfeited, piano to be sacrificed, furniture not paid up, child lost, boy drowned in cellar, street car accidents, infantile paralysis, delay in receipt of Government Allowances, mother died and children to be placed; transportation needed, all these and other sad tales have to be considered and disposed of [...] »⁸³

Par ailleurs, les voix des bénéficiaires sont rarement entendues. Soixante ans après la guerre, Frank Bell se souvient d'avoir logé chez une femme dont le mari servait outre-mer. Elle et ses deux filles vivaient une vie solitaire et frugale, recevant 20 \$ de son mari et 20 \$ du Fonds. « This was administered by a group of rich men's wives, and if they found that a wife was running around, or that she was living beyond her means (they thought) or something, they would cut her off⁸⁴. » Une Montréalaise, madame Wineas Zwingli, reçoit de son mari 40 \$ en salaire et allocations, en plus de tenir une petite boutique de tabac et de bonbons. Le FPC ajoute une prestation de 24 \$ pour elle et ses quatre jeunes enfants, mais la radie quand la police prétend que son magasin sert de débit de boisson clandestin et qu'elle est enceinte. Comme à l'accoutumée, le ministère de la Milice suit l'exemple du FPC et annule son indemnité. Bien qu'un avocat ait accepté de défendre madame Zwingli, Clarence Smith insiste sur le fait que le Fonds n'a de comptes à rendre qu'à son conseil de direction⁸⁵. Mabel Morrison, une épouse de soldat de l'Ontario, est arrêtée pour usage de faux et condamnée à la prison. Elle prétend que son chèque du FPC s'est perdu et qu'elle a dû commettre un acte criminel pour nourrir sa famille. La section de Montréal intervient en sa faveur et son cas connaît un dénouement favorable⁸⁶.

81. Cité dans P. Morris, *op. cit.*, 34.

82. *Ibid.*, 43.

83. *Annual Report*, 1914-1917, 22.

84. Cité dans Daphne Read, dir., *The Great War and Canadian Society: An Oral History* (Toronto, New Hogtown Press, 1978), 189.

85. ANC, Fonds R. L. Borden, C-4308, Henry Tucker à R. L. Borden, 5 février 1918 et suivants.

86. Archives de l'Université Queen's, Frontenac County Records, correspondance, 1915-1918, série XI, J. W. Bradshaw à G. W. Elliott, 4 mai 1918. Le dossier de madame Morrison a donné du fil à retordre au FPC. Voir *ibid.*, Bradshaw à SAAP Branch, mars 1917 et documents suivants.

LE PATRIOTISME EN CONFLIT, 1916

La guerre de 1914 ne s'est pas terminée à Noël comme certains espéraient et le Fonds patriotique doit se préparer au long terme. À l'automne de 1915, la direction nationale du FPC comprime les dépenses en mettant fin à l'aide aux familles dont les soldats servent au Canada et aux retraités, et en exigeant que les demandeurs d'aide épuisent d'abord leurs économies⁸⁷. Dès le mois de mai 1915, la section de Montréal conclut avec réticence qu'une autre campagne sera nécessaire⁸⁸. À l'extérieur des grands centres et des régions anglophones, le Québec montre peu d'intérêt envers le FPC; une délégation de Montréal, dirigée par le sénateur Dandurand, n'est pas arrivée à convaincre le premier ministre, sir Lomer Gouin, de faire une contribution à même le trésor provincial⁸⁹. Le patriotisme probritannique trouve peu d'échos dans le Québec francophone. L'enthousiasme du début en faveur de la guerre s'est vite essoufflé. *Le Devoir* d'Henri Bourassa croit qu'il faut plutôt mener une croisade contre «les Boches de l'Ontario» qui nient le droit des Franco-Ontariens à l'enseignement en français⁹⁰.

Quelle que soit leur sympathie envers la France et la Belgique, les Canadiens français hésitent à s'embarquer au loin⁹¹. En outre, étant donné le retour de la prospérité causée par l'industrie de guerre, les pressions économiques qui poussaient à l' enrôlement sont remplacées par des emplois payants dans les usines du Québec et des prix plus

87. ANC, M.G. 28 I 5 vol. 1, National Executive minutes, 6 octobre 1915.

88. «It was the consensus of the meeting, écrit le secrétaire en juin, that Montreal had contributed its full share toward the fund [...] and that it would be inexpedient to take steps looking to a further canvass, in any case before the month of December.» Fonds Ross, Minute Book, Executive Committee, 25 juin 1915.

89. *Ibid.*, 8 octobre 1915, 19 novembre 1915. L'Ontario rural tirait également de l'arrière dans les dons au FPC et dans d'autres aspects de l'effort de guerre, mais un organisateur avait haussé les contributions dans les circonscriptions non urbaines à environ 90 cents par personne. Le chiffre équivalent au Québec était de 9 cents. Voir ANC, Fonds Borden, OC 267, Ames à T.-C. Casgrain, 13 janvier 1916. Sur le Québec, voir P. Morris, *op. cit.*, 235 et ss.

90. Depuis 1912, le gouvernement conservateur de l'Ontario mène une campagne pour restreindre les droits scolaires de la minorité francophone de la province. Le règlement 17 soulève un tollé, d'autant plus que le gouvernement conservateur de Borden à Ottawa hésite à intervenir dans un dossier de compétence provinciale, mais qui touchait une corde sensible chez bon nombre de ses députés d'arrière-ban. Voir *Canadian Annual Review*, 1912-1917.

91. Elizabeth Armstrong, *The Crisis of Quebec* (New York, Ams Press, 1937); Desmond Morton, «French Canada and War, 1868-1917», dans J. L. Granatstein et R. D. Cuff, dir., *Society and War in North America* (Toronto, Thomas Nelson, 1971), 84-103; *id.*, «The Short Unhappy Life of the 41st Battalion, C. E. F.», *Queen's Quarterly*, 81,1 (printemps 1974): 70-79; *id.*, «The Limits of Loyalty: French-Canadian Officers in the First World War», dans Edgar Denton III, dir., *The Limits of Loyalty* (Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1980), 81-97.

élevés pour les produits agricoles. Ce ne semble pas le bon moment de lancer une collecte de fonds patriotique.

La section de Montréal prévoit sa deuxième campagne de souscription en janvier 1916 et fixe un objectif de 1,5 million de dollars. Puisqu'Ottawa finance presque entièrement la guerre en recourant à des emprunts, déclare Ames, une des seules manières pour la génération actuelle de contribuer à l'effort de guerre est de donner au Fonds patriotique⁹². Cette fois, Birks et Ross proposent des équipes plus grandes, codirigées par un francophone et un anglophone, afin d'éviter le climat malsain de rivalité linguistique qui avait existé en 1914. La grande majorité des anciens de la campagne de 1914 reprennent du service. Les affiches et les publicités de Gibbon montrent le *Red Ensign* canadien, plutôt que l'*Union Jack*. Dans une annonce souvent utilisée, une mère et ses enfants fixent un paysage d'hiver désolant et la légende dit : « Some women are giving their men. Some men are giving their lives. What are you giving ? » Une brochure intitulée « How Much Should One Give to the Patriotic Fund ? » indique que l'allocation moyenne à la famille d'un soldat marié est de 16 \$ par mois⁹³. L'hôtel Windsor fait don de salles de réunion et du dîner quotidien. Le programme de McConnell auprès des entreprises revient et prend plus d'importance.

Toutefois, malgré les gestes de « bonne entente », la section de Montréal est affectée par la tension croissante entre francophones et anglophones causée en grande partie par les événements en Ontario et dans une moindre mesure par certains aspects de l'effort de guerre. En décembre, lorsque le pilier francophone du FPC, Ucal Dandurand, invite le conseil municipal de la ville de Maisonneuve à renouveler sa contribution de 5000 \$, les conseillers se plaignent que contrairement aux familles canadiennes-anglaises, les familles canadiennes-françaises ont beaucoup de difficulté à obtenir du Fonds ce qui leur est dû. Même si Dandurand insiste sur le fait que le Fonds est administré à part égale par les francophones et les anglophones, le conseil municipal de Maisonneuve ne donne pas suite à la demande⁹⁴. Gibbon rédige sans tarder une lettre aux dirigeants du Fonds pour expliquer que chaque quartier est dirigé par un francophone et un anglophone et que 72 visiteuses du Fonds sont Canadiennes françaises. « Besides

92. ANC, Fonds Borden, OC 267, Ames à Borden, 13 janvier 1916. Voir aussi Ames à Borden, 4 janvier 1916.

93. Le matériel sur la campagne est conservé dans le Fonds Ross, Boîte B/1, album de coupures sur la campagne de 1916.

94. *The Gazette*, 23 décembre 1915.

this, plaide Gibbon, everything that could be done for the education of the French speaking mothers in hygiene, domestic economy, etc. has been at their disposal in their own language. In each district, French-Canadian doctors have during the past summer, given addresses to the mothers on the best hygienic methods of raising babies etc.⁹⁵»

Le comité essuie un autre refus le 16 janvier lorsqu'il invite le conseil municipal de Montréal à doubler le don de 150 000 \$ qu'il avait fait en 1914. La rencontre est acerbe. Les conseillers Ménard et Lapointe rappellent à leurs visiteurs que le conseil a été blâmé par certains pour avoir emprunté afin de payer les dépenses de la ville. Montréal n'a pas les moyens de payer. Ce n'est pas notre guerre, déclare le conseiller Pautzé. On reproche au Fonds patriotique d'avoir osé critiquer l'absence de loi sur l'école obligatoire au Québec. Comment peut-on condamner la province, demande le conseiller Saint-Pierre, pour ensuite demander de l'argent au gouvernement ? Il ne faut pas blâmer les Canadiens anglais, dit Ménard, mais les Canadiens français comme Ucal Dandurand qui permettent à ces insultes d'être publiées⁹⁶. Pourquoi ne pas instaurer une taxe spéciale pour les familles des soldats ? «N'essayez pas de charger le comité du Fonds patriotique de la responsabilité d'une taxe», réplique Dandurand, selon qui le conseil est le seul responsable de son déficit de deux millions de dollars. Quelques jours plus tard, le 22 janvier, au début de la sollicitation, les journaux écrivent que le clergé catholique canadien-français d'Ottawa refuse de collaborer avec le Fonds patriotique. Pour résister à la tyrannie et conserver leur langue et leurs écoles, les chefs catholiques sont «obliged today to concentrate all their energies and all their financial resources to the bilingual question⁹⁷».

Le 21 janvier, le duc de Connaught ouvre pourtant la campagne dans la bonne humeur, en remerciant «the men in the large businesses like the CPR and other railways, in many large factories and munition works in this city, who are giving so generously and who have

95. Fonds Ross, Minute Book, Executive Committee, 23 décembre 1915, 2; *Evening News*, 24 décembre 1915. *The First Annual Report*, 7, énumère 27 quartiers, tous dirigés par des Canadiens anglais, mais dont 20 ont une codirection canadienne-française et un, Saint-Laurent, une codirection juive. Un des dirigeants canadiens-français s'occupait de plus d'un quartier.

96. *The Montreal Daily Star*, 17 janvier 1916 et *The Herald*, 17 janvier 1916. Fonds Ross, Boîte I, album de coupures, campagne de 1916, 217. *The Gazette*, 18 janvier 1916. Les cyniques feront remarquer que le contrôleur Côté se proposait de prendre l'argent dans le budget des travaux publics.

97. *The Montreal Daily Star*, 22 janvier 1916. Voir aussi *La Patrie*, 22 janvier 1916.

responded so well, giving one day's pay a quarter to the Fund⁹⁸ ». Une déclaration à la presse insiste sur le fait que « a valuable feature of the Patriotic Fund in the Province of Quebec is the effect it had had in unifying the French and English elements⁹⁹ ». Au lieu des 7 équipes francophones sur 23 comme en 1914, les 18 équipes comptent en moyenne 11 membres francophones pour 18 membres anglophones¹⁰⁰. En fait, une fois lancée, la campagne de 1916 s'est mieux déroulée que prévu. Invité au premier dîner de la campagne, M^{gr} Bruchési lie habilement le volontarisme du Corps expéditionnaire canadien et du Fonds patriotique et condamne une querelle qui nuit à l'effort de guerre du Canada : « Qu'y a-t-il donc au fond ? Deux cent mille hommes glorieux de leur titre de sujets britanniques fidèles à leur roi et à leur patrie, se faisant un point d'honneur de parler l'anglais, demandent simplement à parler aussi la langue de leurs ancêtres, la belle et douce langue française, et à l'enseigner librement à leurs enfants. C'est tout, la réponse appartient aux hommes de bonne volonté¹⁰¹. » Comme en 1914, les dons affluent — 856 585 \$ dès le troisième jour, 2 379 854 \$ au dernier jour et 2 510 287 \$ après avoir additionné les dernières contributions annoncées. Le programme de don d'un jour de salaire rapporte près de 500 000 \$ en contributions annoncées.

Toutefois, le succès ne va pas sans critiques. Bien que les entreprises en récoltent la gloire, l'argent du programme du don d'un jour de salaire venait des travailleurs. *Le Nationaliste* se plaint de pressions indues sur les travailleurs tentés de refuser cette contribution : « ils se mettaient virtuellement en disgrâce auprès de leurs chefs. Ils couraient par la suite le risque, ou de n'avoir pas d'augmentation de traitement, ou d'être éconduits dès que l'occasion s'en présentera. Il y a eu dans cela un abus flagrant¹⁰². » Par ailleurs, *La Presse*, le plus grand quotidien de Montréal, donne son soutien en éditorial, mais sans la couverture enthousiaste de 1914. Enfin, on souligne la générosité de la petite communauté libanaise de Montréal qui, malgré son manque de moyens financiers, a fait 181 dons totalisant 2244,03 \$ sur les 181 personnes

98. *Addresses Delivered Before the Canadian Club of Montreal, 1915-1916* (Montréal, 1916), 103.

99. *The Gazette*, 21 janvier 1916.

100. Les équipes autonomes irlandaise, juive et belge de 1914 n'ont pas été reformées. En fait, sans l'équipe de Friedman, la participation juive aurait presque disparu. À partir de la liste des membres des équipes, on ne trouve qu'une poignée de noms juifs dont le conseiller municipal Rubinstein et un marchand de vêtements, Morris Ogulnik. Consulter le Fonds Ross, Boîte B/1, album de coupures, campagne de 1916.

101. *La Patrie*, 24 janvier 1916.

102. *Le Nationaliste*, 30 janvier 1916.

approchées. Mais c'est une mince consolation dans une ville divisée.

LA «BONNE ENTENTE» S'ESSOUFFLE, 1917

À l'hiver de 1916, le volontarisme de guerre au Canada montre des signes d'épuisement. En réponse à la promesse du Nouvel An de sir Robert Borden de mettre un demi-million de Canadiens en uniforme, le recrutement connaît un regain, mais, à l'approche du beau temps, l'enrôlement s'effrite. La nouvelle Commission impériale des munitions arrive désormais au premier rang des industries canadiennes. Bourdonnante d'activité en raison de la production de guerre, Montréal atteint des sommets de productivité et de prospérité en 1916. Le grand nombre d'emplois payants dans les usines de guerre et l'industrie manufacturière freine le recrutement, particulièrement auprès d'une population indifférente aux exhortations patriotiques impériales¹⁰³.

Le 12 janvier 1917, la section de Montréal du Fonds patriotique annonce une nouvelle campagne pour la mi-février. Les liquidités sont élevées, mais comme Ames l'avoue au premier ministre, «Lord knows what 1917 will bring». L'inflation pourrait alourdir le fardeau des familles aidées par le Fonds; un Corps expéditionnaire plus fourni mènerait à plus de transferts aux provinces pauvres et le climat politique au Québec pourrait se dégrader. La conscription, une vague menace en 1916, approche: des cartes d'inscription nationale sont distribuées en janvier. La campagne de souscription de la Croix-Rouge fournit le déclencheur. À la suite de négociations, les deux organismes acceptent de mener une campagne conjointe dans laquelle le Fonds conservera les cinq sixièmes des dons. Le fonctionnement est maintenant établi. Ross prépare des dossiers de sollicitation et avise l'hôtel Windsor. Le comité des finances ajoute Tancred Bienvenu, directeur général de la Banque provinciale, et O.-S. Perrault, trésorier de l'Imperial Tobacco. D'autres postes sont confiés aux représentants de la Croix-Rouge. Ames obtient la participation du nouveau gouverneur général, le duc de Devonshire. Bell offre le service téléphonique gratuit et Cadillac fournit des voitures pour les dirigeants. Une entre-

103. Une petite partie de la prospérité des années de guerre a été canalisée dans les œuvres charitables de guerre. En plus du Fonds patriotique (2 510 287 \$), les Red Triangle Huts du YMCA ont rapporté 96 629 \$, la Soldiers' Wives League a recueilli 35 000 \$ et la Khaki League a recueilli 100 000 \$ pour ses maisons de retraite destinées aux soldats. Le Fonds belge a recueilli 200 000 \$, le COTC de McGill, 100 000 \$ et le British Seamen's Relief, 300 000 \$. Fonds Ross, Boîte I, notes, Montreal Wartime Charity Campaigns.

prise de publicité imprime la moitié des 10 000 affiches nécessaires et peint 9 grandes enseignes gratuitement¹⁰⁴.

La grande question tactique consiste à organiser la sollicitation pour atteindre l'objectif de 1 750 000 \$. Cette fois, il y aura 14 équipes anglophones et, dans la mesure du possible, un nombre égal d'équipes francophones. Comme en 1914, chacune travaillera de son côté¹⁰⁵. Pour équilibrer les résultats, chaque équipe, francophone ou anglophone, sollicitera le même nombre de quartiers riches et de quartiers pauvres¹⁰⁶. Mortimer Davis est invité à représenter la communauté juive, mais celle-ci répond par la voix d'Isaac Friedman que les Juifs refusent d'être cloisonnés dans une équipe séparée comme en 1914 ou ignorés comme en 1916, mais qu'ils se joindraient aux équipes existantes¹⁰⁷. L'équipe belge de Genin compte maintenant des Italiens et, selon le *Star*, probablement des Chinois et des Syriens. Pour la première fois, une équipe féminine est formée, codirigée par mesdames Huntly R. Drummond et Rosaire Thibaut¹⁰⁸. Les femmes se fixent un objectif de 50 000 \$. Le sénateur Dandurand et le général Labelle se chargent de l'organisation des bénévoles canadiens-français. En 1914, environ 75 Canadiens français avaient fait partie des équipes de solliciteurs et en 1916, environ 180. Cette fois, selon la *Gazette*, 251 Canadiens français de toutes les sphères d'activité participent¹⁰⁹. D'autres changements témoignent de l'influence accrue des francophones. Quand le duc de Devonshire visite Montréal le soir du 9 février, il a l'approbation des bénévoles francophones et prononce une allocution au Monument national¹¹⁰. La publicité de Gibbon combine l'*Union Jack* et le tricolore français. Pour attirer les donateurs, le bilinguisme est maintenant de rigueur dans les annonces publicitaires publiées dans la presse. Les journaux de Montréal, qui subissent des pressions pour offrir gratuitement de l'espace publicitaire, se vantent que la ville dépassera la somme de 3 260 000 \$ recueillie à Toronto par ce moyen.

Le programme du don d'une journée de salaire s'avère la vitrine de la participation canadienne-française, particulièrement après que le

104. Fonds Ross, Minute Books, Finance Committee, 12 janvier 1917. Finance Executive Committee, 26 janvier 1917, 8 février 1917.

105. Fonds Ross, Finance Committee Minutes, 12 janvier 1917, 2. Voir aussi Draft Speech to CPF Workers, sans date, 1917.

106. *La Presse*, 12 février 1917.

107. Fonds Ross, Minute Books, Finance Committee, 16 janvier 1917, 26 janvier 1917, 1.

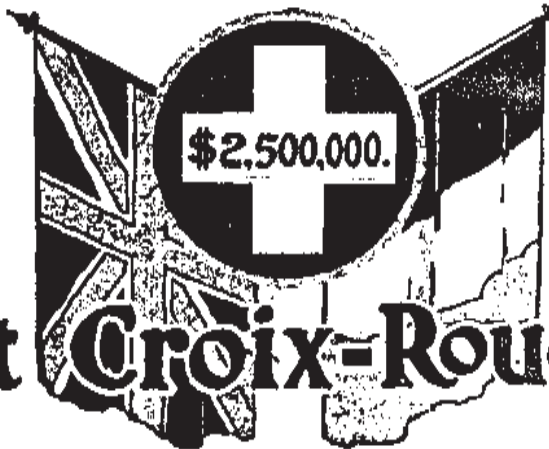
108. Marcel Hamelin, dir., *op. cit.*, 195.

109. *The Gazette*, 9 février 1917.

110. Fonds Ross, Minute Books, Finance Committee, 26 janvier 1917, 1; 2 février 1917, 1-2.

ILLUSTRATION 2

Fonds Patriotique



et Croix-Rouge

Aidons ceux qui sont au FRONT !

Votre devoir est de donner généreusement.
Renouvelez et augmentez votre souscription.

Il faut au moins \$13,500,000 du Canada en 1917
Dont " " \$2,500,000 de MONTREAL . . .

Pour procurer des SECOURS aux familles
des soldats. HOSPITALISER les blessés.
Nourrir nos SOLDATS PRISONNIERS.

**ILS SONT PARTIS POUR LA GUERRE CONFIANTS EN VOTRE GÉNÉROSITÉ,
NE FAILLISSEZ PAS MAINTENANT À VOTRE DEVOIR.**

Si votre souscription n'est pas adhésive par les familles de
soldats autorisés, envoyez-la au TRÉSORIER HOSPIAIRE

**DE LA CAMPAIGNÉ CONJOINTE DU FONDS PATRIOTIQUE ET DE LA CROIX-ROUGE,
303, édifice Drummond, . . . MONTREAL**

Source: *La Patrie*, 13 janvier 1917.

chef d'équipe Joseph Versailles ait insisté avec raison sur le fait que les travailleurs canadiens-français, et non leurs employeurs et directeurs anglophones, font la grande partie des contributions et méritent d'en récolter la gloire. Lorsqu'un député conservateur de l'Ontario, John Best, critique l'indifférence des Canadiens français envers le Fonds, c'est l'Ontarien McConnell qui lui répond en passant par l'entremise du chef de l'Opposition, sir Wilfrid Laurier. Non seulement la moitié de la somme de 500 000 \$ recueillie auprès des travailleurs en 1916 venait de travailleurs et de travailleuses canadiens-français, déclare Laurier, mais les francophones et les anglophones travaillent ensemble pour recueillir 2,5 millions de plus¹¹¹. À l'approche du début de la campagne, McConnell insiste sur le fait que «over forty-five thousand French-speaking individuals have contributed, many of whom represent whole families.» Dans son équipe de la bonne entente, il loue «the readiness with which the foremen and superintendents of factories, both French and English» appuient le Fonds¹¹².

La bonne entente prépare la voie à une nouvelle visite à l'hôtel de ville. Dirigée à nouveau par Ucal Dandurand qui est accompagné de deux anciens maires, Hormisdas Laporte et J. J. E. Guerin, la délégation de la Croix-Rouge et du Fonds patriotique présente son visage consciemment bilingue. Entouré de ses contrôleurs et des conseillers municipaux, le maire Martin se fait tout à fait charmant. La presse anglophone rapporte ainsi ses propos : «There has been mention of what Toronto has done and what French Canadians should do, but that is not the question. We are all, whether French, English, Irish or any other nationality, we are all Canadians in Canada, and as such must all work hand in hand for this great undertaking¹¹³.» Une délégation ravie quitte l'hôtel de ville avec une promesse de don d'un million de dollars.

Le 9 février, le successeur de Connaught, le duc de Devonshire, rend visite au Monument national plutôt qu'à l'hôtel Windsor. Il rencontre le maire, l'archevêque, les sénateurs Dandurand et Casgrain, le juge Lafontaine et le docteur Lachapelle. Présenté à grand renfort de formules patriotiques par Victor Morin, président de la Société Saint-Jean-Baptiste, le duc répond dans un français soigné. Édouard Montpetit vole la vedette à Bruchési et au sénateur Dandurand. Évoquant

111. Chambre des communes, *Débats*, 1917, vol. 1, 1918.

112. *The Gazette*, 2 février 1917.

113. *Evening News*, 12 février 1917. Consulter le Fonds Ross, Boîte B/2, album de coupures sur la campagne de 1917.

la statue du roi Édouard VII au Square Phillips, entourée de quatre figures représentant les quatre nations fondatrices du Canada, il observe que seule celle de la France est assise : « la première, elle s'est emparée du sol, elle est chez elle. » L'observation est accueillie par des applaudissements bruyants et prolongés. « Plus haut, le manteau royal et le roi pacifique Édouard VII, revêtu des attributs royaux, étend sur la couronne une main protectrice que les nations ont appris à respecter [...] »¹¹⁴. Ce message convient à la fois aux impérialistes britanniques et aux nationalistes canadiens-français¹¹⁵.

La semaine qui suit est un triomphe. Dès le deuxième jour, les solliciteurs ont recueilli 2,1 millions de dollars en argent et en contributions annoncées et, au milieu de la semaine, McConnell fait la manchette dans la presse francophone en déclarant que les Canadiens français ont contribué pour la moitié des dons dans le programme du don d'une journée de salaire. Au banquet de clôture du vendredi, cette proportion est passée à 62,5 % d'un total évalué à 851 393,13 \$. Selon la *Gazette*, seuls les résultats des équipes des dames (167 980 \$ ou la 8^e place) ont été accueillis avec plus d'enthousiasme. La campagne rapporte 4 316 563 \$ au total. Il n'y a « neither Liberal nor Conservative, French nor English, Jew nor Gentile », entonne Birks. Pour célébrer le don d'un million de dollars de la Ville, Ucal Dandurand en rajoute et le *Star* traduit ses propos : « When one thought of the comradeship of the English and French soldiers, one wondered how anything but good comradeship could exist in this bilingual city »¹¹⁶.

Compte tenu de la crise des écoles de l'Ontario, à peine refroidie en février 1917, et de la crise de la conscription qui approche, la bonne entente de la troisième campagne du Fonds patriotique est inattendue. De la part des dirigeants anglophones de Montréal, c'est la reconnaissance tardive d'une majorité canadienne-française tenue habituellement pour acquise. Il était facile dans les deux campagnes précédentes de comptabiliser les dons des Ateliers Angus et des usines de Mortimer Davis comme dons du Canadien Pacifique et d'Imperial Tobacco, mais dans la campagne de 1917, McConnell souligne la générosité des hommes et des femmes ordinaires qui défilent au guichet du service de la paie. Ames, Ross et Birks présentent le nouveau gouverneur général au milieu francophone de Montréal. Mais on peut

114. *La Presse*, 10 février 1917.

115. Omer Héroux, « Elle est chez elle », *Le Devoir*, 12 février 1917, *The Montreal Daily Star*, 10 février 1917.

116. *Ibid.*, 17 février 1917.

se demander pourquoi les dirigeants canadiens-français ont dépensé tant d'énergie dans cette campagne. Ainsi, le maire de Montréal et le premier ministre Gouin ont changé leur fusil d'épaule et soutenu la campagne. Même *Le Devoir* a donné 1828 \$ en publicité gratuite et *La Presse*, 11 073,15 \$, deuxième après le *Montreal Daily Star*. Du maire au journal *Le Monde Ouvrier*, la participation des francophones à la campagne était volontaire.

Le changement de climat par rapport à 1916 ne peut s'expliquer par une seule raison. L'ajout de la Croix-Rouge, une œuvre humanitaire, au Fonds patriotique accroît certainement la popularité de la campagne. Les besoins des bénéficiaires, victimes isolées d'un conflit sur lequel elles n'ont pas de prise, sont criants et peut-être mieux connus. Enfin, chez les leaders francophones, un thème commun ressort : pendant que le reste du Canada parle de conscription, la campagne de Montréal est le moyen de prouver que le Québec fait sa part et continuera de le faire, en autant que ce soit volontairement. Toutefois, ce message n'est pas entendu. La bonne volonté de février se dissipe rapidement. Le *Star* de sir Hugh Graham incite les membres du comité des finances du FPC à « clean out City Hall¹¹⁷ ». À Pâques, la victoire canadienne à Vimy ajoute 10 000 morts et blessés au bilan des victimes canadiennes et sir Robert Borden est convaincu que seule la conscription peut combler les rangs du Corps expéditionnaire canadien. Le 18 mai 1917, il en fait l'annonce à Ottawa. Les derniers vestiges de la bonne entente viennent de disparaître.

À l'été de 1917, des désordres et des émeutes contre la conscription secouent Montréal. Pendant la chaude soirée du 29 août, après que la Loi du service militaire eut reçu la sanction royale, 500 jeunes hommes cassent les vitres du journal *The Gazette* et ils auraient fait la même chose aux locaux du *Star* si leurs leaders ne les avaient attirés au Champ de Mars pour écouter des discours enflammés. À minuit, la police disperse la foule et les participants rentrent chez eux¹¹⁸. La Ville se désiste de 875 000 \$ de sa contribution annoncée¹¹⁹. Ce n'était pas la seule créance douteuse du Fonds — à la fin de la guerre, Ross avouera que 953 353 \$ n'ont pas été versés — mais c'était la plus importante. Les Montréalais apprennent alors à mener leurs affaires dans la division la plus profonde. L'écart entre communautés a

117. *Ibid.*, 5 mars 1917.

118. Kathleen Jenkins, *Montreal: Island City of the St. Lawrence* (Garden City, Doubleday, 1966), 455-456.

119. Cette action a non seulement scandalisé les dirigeants du Fonds, mais elle devait demeurer secrète dans l'espoir de récupérer l'argent. Fonds Ross, vol. 2, Ross à Sir Herbert Holt, 7 octobre 1918, Holt à Ross, 7 octobre 1918.

rarement été aussi grand que pendant la dernière année de la guerre. Les relationnistes du FPC ont beau dire que « the Fund is regarded as the core and centre of the "Entente Cordiale" between races and religions in Montreal. French and English, Roman Catholic, Protestant and Hebrew — all work together in perfect amity, both in the Office and in the District¹²⁰ », ce n'est pas tout à fait la vérité.

LA DISSOLUTION DU FONDS

Empressée de faire connaître le travail du Comité de secours, surtout aux États-Unis qui venaient d'entrer en guerre, Helen Reid demande des rapports annuels plus détaillés au Fonds de Montréal. Ross ne voit pas les choses du même œil¹²¹. Conscient de la colère que le premier rapport du Fonds a provoquée chez les conseillers municipaux de Montréal, Ross a ses propres raisons de taire certains renseignements : « many subscribers might retire if they knew that the bulk of the money subscribed in Montreal was still untouched by Montreal and was being used for National purposes¹²². » Reid perd sa cause. Après l'armistice, Ross dresse ses états financiers et montre que la campagne a rapporté 8 333 544 \$ en dons (y compris le désistement de Montréal) et 270 795 \$ en intérêts cumulés. La section de Montréal a dépensé seulement 3 158 528 \$ en aide directe dans sa propre ville et 105 926 \$ en frais administratifs. Elle a transmis 2 020 528 \$ à Ottawa qui devait le redistribuer dans tout le Canada et elle conserve un solde non dépensé de 3 078 363 \$. On ne peut reprocher à Ross et Reid leur gestion frugale, mais les donateurs auraient pu exiger un remboursement.

Après la fin de la guerre le 11 novembre 1918, la section de Montréal tient pour acquis que ses fonctions diminueront rapidement et qu'elle disparaîtra complètement au retour du dernier soldat canadien. Le rapatriement des soldats est terminé en septembre 1919, mais les organismes ont la vie longue. En juin, le parlement annule une modification législative de 1915 qui limitait le mandat du FPC à six mois après la fin des hostilités et l'autorise à aider les familles des soldats jusqu'à épuisement des fonds¹²³. Les besoins sont réels. Certains soldats ont survécu à la guerre, mais meurent soudainement après

120. *Annual Report*, 1914-1917, 39.

121. Fonds Ross, vol. 2, Reid à Ross, 3 janvier 1918. Aucun rapport n'est publié pendant la deuxième et la troisième années d'activité du Fonds de Montréal.

122. *Ibid.*, Helen Reid à Ross, 30 janvier 1918. Voir aussi Ross à Reid, 5 janvier 1918, 2 février et 13 février 1918.

123. Chambre des communes, *Débats*, 9 juin 1919, 3240; 17 juin 1919, 3738-3740, Acte d'amendement du Fonds patriotique canadien, 7 juillet 1919 (9-10 Geo V, c. 44).

avoir réintégré la vie civile, laissant leur famille sans le sou. D'autres abandonnent femmes et enfants. Helen Reid et ses visiteuses sont occupées. Alors que le nombre de cas diminue, le personnel rémunéré de Reid augmente. À l'été de 1920, la section de Montréal a besoin de 30 employés payés 3 282,12 \$ par mois pour distribuer 14 854 \$ en aide à 167 cas permanents. Toronto compte 3 fois plus de clients et seulement 20 employés. Clarence Smith explique que la section de Montréal a toujours joué un rôle plus actif dans le service social. Mademoiselle Reid, ajoute-t-il, « would not be satisfied with a third-rate office¹²⁴ ».

À la fin de 1919, Ottawa trouve une nouvelle tâche au Fonds : la distribution d'allocations de chômage aux anciens combattants. Mis dans l'embarras par d'anciens soldats affamés et craignant leur potentiel révolutionnaire, le Parlement vote des crédits de 40 millions de dollars qui seront distribués par le FPC¹²⁵. Lorsque l'administrateur des nouveaux crédits fédéraux d'urgence, le brigadier général A. E. Ross, visite Montréal le 17 décembre, il trouve les dirigeants de la section de mauvaise humeur. Clarence Smith et Helen Reid, désormais la seule femme membre de la direction nationale du FPC, proposent finalement leurs conditions. La section de Montréal est prête à collaborer, mais il est « absolutely necessary to have a separate staff and organization¹²⁶ ». Le général Labelle choisit le lieutenant-colonel Léo LaFlèche, héros de guerre du 22^e régiment, pour diriger un comité formé d'anciens officiers. Comme trésorier de la section montréalaise, John Ross devient malgré lui gestionnaire de fonds sous la responsabilité de gens à qui il ne fait pas confiance.

LaFlèche et son directeur, le major A. Gauvreau, doivent satisfaire à la fois les anciens combattants sans le sou et les dirigeants du FPC. Bien qu'on leur ait dit de se préparer à traiter 800 demandes d'aide, LaFlèche et son personnel en reçoivent 8566. Entre le 23 décembre 1919 et le 20 février 1920, ses dirigeants distribuent 236 360 \$ à 4694 hommes. LaFlèche avait d'abord calculé qu'il avait besoin de 16 employés, mais il embauche près de 200 hommes, dont 80 enquêteurs. La plupart sont recrutés parmi ceux qui recevaient déjà des allocations, comme ces six anciens médecins militaires qui recevaient de l'aide en échange de soins aux hommes malades qui n'avaient pas

124. Fonds Ross, vol. 2, correspondance, juin-juillet 1920, Smith à Ross, 10 août 1920 ; voir aussi Morris à Ross, 22 juillet 1920.

125. Étant donné que les « institutions charitables » étaient de compétence provinciale, le Fonds patriotique en soi relevait des « pouvoirs d'urgence » fédéraux, tout comme le Crédit fédéral d'urgence.

126. Fonds Ross, Minute Book, Executive Committee, 17 décembre 1919, 173-174.

besoin d'hospitalisation¹²⁷. Bien que la majorité des bénéficiaires aient réintégré le marché du travail, certains utilisent toutes les ruses possibles pour obtenir des prestations. W. F. Nickle, député fédéral de Kingston et successeur d'Ames comme secrétaire honoraire¹²⁸, exige toutes les précautions possibles mais il condamne LaFlèche d'avoir engagé des vérificateurs¹²⁹. Quand LaFlèche donne une indemnité de départ de deux semaines aux employés qui quittent leur travail, le pauvre Ross reçoit l'ordre de récupérer les fonds. «[H]e cannot sacrifice consistency for the price of popularity», écrit l'assistant de Nickle¹³⁰. Ce genre de commentaire faisait sortir John Ross de ses gonds.

La section dissout le service aux familles en avril 1923. Le 16 mars, M^{gr} Farthing donne à Clarence Smith une urne d'argent gravée et un bouquet de roses et de pois de senteur à sa femme. Smith explique que les services ont été donnés sans égard à l'origine ou à la religion. «If other societies would obey the same lines, they would progress farther¹³¹.» À Montréal, selon Helen Reid, seulement 165 cas pourront continuer de recevoir de l'aide. Le reste des 300 mères aidées par le Fonds «would be left to their own resources, and have to bring up their families the best way they can». Les autres provinces versent des allocations aux mères dans le besoin, souligne Reid, mais le Québec faisait partie des quatre provinces où un tel programme n'existe pas¹³².

* * *

La dissolution du Fonds patriotique canadien était définitive. La Première Guerre mondiale a convaincu les Canadiens que le gouvernement devait intervenir davantage dans la société que leurs ancêtres ne pouvaient l'imaginer. En 1918, le sentiment était largement partagé, même au Québec, que les jours du bénévolat patriotique étaient comptés. Et, en 1939, dix-sept ans après la fermeture du bureau de la section de Montréal, personne ne pensera sérieusement à relancer l'or-

127. Fonds Ross, Boîte II, «Report of the Federal Emergency Appropriation in Montreal, 20 February 1920».

128. Ames conserve son poste de député de Saint-Antoine en 1917. En 1919, il est nommé directeur des finances de la Société des Nations, un des postes de la Société réservés au Canada. Il démissionne de ses fonctions de député en 1920 et se consacre aux activités de la Société des Nations. Il meurt en 1954 après une longue retraite.

129. Fonds Ross, vol. 2, Nickle à P. S. [sic] Ross, 23 février 1920. P. S. Ross, frère de J. W. Ross, était un autre comptable connu à Ottawa.

130. *Ibid.*, Brittain à Ross, 4 juin 1920.

131. *The Montreal Daily Star*, 17 mars 1923.

132. *Montreal Gazette*, 5 avril 1923.

ganisme pour la Seconde Guerre mondiale. Après la guerre, Helen Reid a participé à la fondation des facultés de service social et de sciences infirmières à McGill et elle a repris ses voyages à travers le monde ; elle est décédée en 1941. Ames s'est rendu à Genève administrer les finances de la Société des Nations¹³³. Ross continue de guider avec prudence les bonnes causes de Montréal. Léo LaFlèche sera ultérieurement promu major général, sous-ministre de la Défense nationale et enfin ministre des Services de guerre dans le gouvernement de Mackenzie King, en plus d'être député d'Outremont.

La section montréalaise du FPC était le reflet des solitudes culturelles et linguistiques de Montréal, de sa capacité d'adaptation et de compromis, et un rappel que l'identité nationale a fréquemment priorité sur les classes sociales et les besoins de la société. Malgré l'image de bonne entente avec l'élite francophone de Montréal, le pouvoir demeurait aux mains des Anglo-Montréalais. Même lorsque la majorité des dirigeants de la principale communauté de la ville étaient indifférents, le Fonds atteignait, voire surpassait ses objectifs de 1916. Les bénévoles de Reid ont acquis de l'expérience dans les nouvelles techniques d'intervention sociale, mais l'expérience a confirmé à Reid et à ses alliés qu'il fallait désormais compter sur du personnel expérimenté et non sur des amateurs. L'une des conséquences sera la fondation de la faculté de service social à McGill. De plus, après la guerre et la disparition des motivations patriotiques, le recours systématique au bénévolat ne suffisait plus. Les membres du Fonds patriotique de Montréal, davantage que ses bénéficiaires, ont fait en sorte que le Fonds ne renaisse pas.

Dans d'autres provinces, l'expérience des années de guerre a eu des effets durables sur la société. Ainsi, le vote des femmes et les préoccupations au sujet de la mortalité infantile ont mené au versement d'allocations aux mères. Au Québec, cette période de guerre a aussi laissé des séquelles sur la politique d'après-guerre. La crise de la conscription de 1917 a renforcé le nationalisme conservateur au Québec et fait en sorte que les réformes des années de guerre, telles que la prohibition et le vote des femmes, soient rejetées par les dirigeants politiques. Dès lors, en tant qu'alliés dans une croisade patriotique pancanadienne, les dirigeants et les dirigeantes du FPC avaient peu de chance d'influencer la politique sociale du Québec d'après-guerre.

Traduction : Marie Poirier

133. Sur Reid, consulter Stanley Bryce Frost, *McGill University: For the Advancement of Learning*, II: 1895-1971 (Montréal, McGill-Queen's University Press, 1984), 149, 173 ; sur Ames, voir ANC, Fonds C. A. Magrath, MG 30 E 82 dossier H Y, avril 1942.

ANNEXE B

BÉNÉFICIAIRES DU FONDS PATRIOTIQUE CANADIEN
SECTION DE MONTRÉAL

	1914-1915	1915-1916	1916-1917	Total
Origine ethnique				
can.-française	1 168	1 317	443	2 928
can.-anglaise	866	626	413	1 905
britannique	1 747	968	483	3 198
écossaise	519	305	112	936
irlandaise	140	71	44	255
juive	27	2	8	37
américaine	175	133	63	371
autre	372	123	94	589

	1914-1915	1915-1916	1916-1917
Lien de parenté			
mère	1 458	954	454
père	107	61	30
épouse	3 026	2 437	1 108
autre	423	93	68

	1914-1915	1915-1916	1916-1917	Total
Naissances	283	434	358	1 075
Décès				
bébé	79	118	115	312
enfant	16	30	39	85
adulte	63	62	77	202
Total	158	210	231	599

	1914-1915	1915-1916	1916-1917	Total
Demandeurs d'aide				
Savent écrire	4 602	3 118	1 507	9 227
Ne savent pas écrire				
Origine can.-française	234	259	83	576
can.-anglaise	53	34	19	106
britannique	75	65	19	159
écossaise	11	8	4	23
irlandaise	12	6	2	20
américaine	18	24	11	53
autre	9	31	15	55
Total	412	427	153	992

	français	belges	italiens
Réservistes alliés			
Demandes	679	123	148
Prestations	248	41	59
Prestation mensuelle moyenne	21,41\$	33,50\$	23,17\$

Source : ANC, Rapports de la section de Montréal du Fonds patriotique canadien, 1914-1915 et 1914-1917.

ANNEXE C

**ALLOCATIONS VERSÉES PAR LE FONDS PATRIOTIQUE CANADIEN
SECTION DE MONTRÉAL (EN DOLLARS)**

	Comité de secours	Comité franco-belge
1914	92 079	36 807
1915	558 201	134 602
1916	620 486	119 101
1917	688 642	110 961
1918	756 873	96 338
1919	370 471	68 324
Total	3 086 752	566 133

Source : Fonds Ross, boîte 1 P217 c/7, Montreal Branch Statements, août 1914 au 30 juin 1918 et juillet 1918 à décembre 1919.